1 Cour pénale internationale
2 Chambre d'appel
3 Situation en République de Côte d'Ivoire
4 Affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé* — n° ICC-02/11-01/15
5 Juge Chile Eboe-Osuji, juge Président - Juge Howard Morrison - Juge Piotr
6 Hofmański - Juge Luz del Carmen Ibáñez Carranza - Juge Solomy Balungi Bossa
7 Audience d'appel - Salle d'audience n° 1
8 Mardi 23 juin 2020
9 (*L'audience est ouverte en public à 10 h 08*)
10 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [10:08:21] Veuillez vous lever.
11 L'audience de la Cour pénale internationale est ouverte.
12 Veuillez vous asseoir.
13 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [10:08:58] Bonjour. Vous
14 m'entendez ?
15 Nous n'allons pas donc, demander aux parties de se présenter à nouveau.
16 Madame Brady, je vois que vous souhaitez intervenir.
17 M^{me} BRADY (interprétation) : [10:10:18] Oui. À une exception près, l'équipe est
18 comme hier. M. Guariglia nous rejoindra par la suite.
19 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [10:10:29] Je vous remercie
20 beaucoup.
21 Alors, aujourd'hui, nous allons entendre le conseil pour les victimes qui va
22 commencer à nous parler du second moyen d'appel, puis ensuite, nous donnerons la
23 parole au conseil pour M. Gbagbo, suivi du conseil pour M. Blé Goudé. Et lorsque
24 nous... lorsque nous aurons entendu le conseil pour M. Blé Goudé, nous allons...
25 nous donnerons la possibilité aux juges de poser des questions. Donc, ce sera la
26 première partie des questions qui seront posées par les juges. Nous n'allons pas,
27 donc, attendre la fin de toutes les présentations pour avoir toutes les questions des
28 juges. Donc, les juges pourront commencer à poser la première partie de leurs

1 questions après l'intervention de M^e Knoops.

2 Voilà, voilà ce que je voulais vous dire et je vais... (*suite de l'intervention inaudible*).

3 Maître Massidda, c'est maintenant à vous, au sujet du moyen n° 2.

4 M^{me} MASSIDDA : [10:12:03] La majorité n'a pas identifié la norme de la preuve
5 requise pour répondre à une procédure d'insuffisance en moyens à charge avant de
6 prononcer sa décision orale du 15 janvier 2019. En conséquence, la majorité a
7 commis une erreur en droit et n'a pas établi une approche claire pour l'évaluation du
8 caractère suffisant de la preuve aux fins d'une procédure en insuffisance de moyens
9 à charge. En outre, l'opinion du juge Tarfusser et les raisons du juge Henderson ont
10 fourni *ex post facto* deux raisonnements séparés et contradictoires, y compris une
11 norme séparée et contradictoire en matière de réexamen pour l'annulation des
12 charges contre M. Gbagbo et M. Blé Goudé.

13 L'incapacité de la majorité à fixer une norme claire de la preuve pour cette procédure
14 constitue une erreur juridique et de procédure qui, ensuite, a fait obstacle à une
15 bonne évaluation de la preuve devant la Chambre de première instance.

16 C'est un principe commun que de dire qu'une Chambre ne saurait examiner
17 correctement si un fait ou un état d'affaire existe sans appliquer la norme de la
18 preuve pertinente à cet effet.

19 En outre, en l'absence d'une disposition claire dans les textes juridiques de la Cour
20 précisant la norme pour les requêtes en insuffisance de moyens à charge, il revenait
21 à la Chambre d'informer tous les participants sur la manière dont les procédures
22 pertinentes allaient se dérouler.

23 Les manquements de la Chambre dans sa question de la procédure en insuffisance
24 de preuve, notamment son incapacité à nommer... à notifier les parties découle
25 principalement de son incapacité à se mettre d'accord sur la norme applicable et à
26 l'appliquer correctement avant et au moment de la délivrance de la décision. En
27 outre, l'absence de notification en ce qui concerne la norme applicable constitue en
28 soi-même une erreur qui a aussi une influence sur l'équité de la procédure et l'issue

1 de la décision.

2 L'historique de la décision montre que la majorité a pris sa décision sur la question
3 de savoir si l'Accusation avait présenté des éléments de preuve ou non pour
4 continuer le procès sans connaître quelle était la norme de la preuve qu'elle allait
5 appliquer. Si cette norme a jamais été claire dans l'esprit des deux juges formant la
6 majorité, cela ne l'a été qu'après le 15 janvier 2019 et la décision orale qui a été
7 prononcée à cette date et à un moment où la décision d'annuler ces charges contre
8 les deux défendeurs avait déjà été prise.

9 L'effort individuel déployé par le juge Tarfusser et le juge Henderson pour définir la
10 norme applicable de la preuve dans les raisons ou dans le raisonnement de la... du
11 16 janvier 2019 ne saurait compenser l'incapacité à appliquer à ce moment-là une
12 norme au moment où la majorité a pris la décision.

13 À la lecture des trois annexes qui sont censées former la base de la décision orale du
14 15 janvier 2019, il apparaît clairement que les trois juges n'étaient pas d'accord sur
15 une norme commune à appliquer.

16 En réalité, dans les raisons par écrit, les trois juges ne font pas mystère du fait qu'ils
17 ont examiné les éléments de preuve selon trois zones différentes.

18 Une telle approche fragmentée, bien entendu, est acceptable entre la majorité et le
19 juge dissident, mais un tel désaccord de cette ampleur à l'intérieur de la majorité est
20 en lui-même inadmissible. La majorité ne peut pas simplement se mettre d'accord
21 sur l'issue de la procédure, l'acquittement, en l'occurrence, sans se mettre d'accord
22 sur les raisons pour lesquelles les deux défendeurs devaient être acquittés et
23 comment arriver à une telle conclusion.

24 En conséquence, de l'impossibilité pour la Chambre de première instance de se
25 mettre d'accord sur une norme applicable unique, les éléments de preuve n'ont pas
26 été correctement évalués et la décision est donc viciée *in toto* et donc, non valide.

27 À cet égard, les erreurs identifiées dans les premier et deuxième moyens d'appel ont
28 une racine commune. L'incapacité de la Majorité à se mettre d'accord tout d'abord

1 sur la nature même et la base juridique permettant de rendre la décision ;
2 deuxièmement, la norme à appliquer ; troisièmement, l'approche à adopter vis-à-vis
3 des éléments de preuve ; et quatre, comment arriver à un verdict sur la question
4 ultime de la culpabilité des deux défendeurs, tout cela a résulté... a conduit au
5 prononcé d'une décision qui ne respecte pas les prescriptions obligatoires de l'article
6 74-5 et qui ne détermine pas... qui n'articule pas, qui n'applique pas une norme
7 commune de la preuve.

8 La Majorité et son incapacité à se mettre d'accord sur des aspects cruciaux avant
9 d'acquitter oralement les défendeurs a conduit les deux juges, finalement, à mettre la
10 charrue avant les bœufs, donc, d'acquitter tout d'abord et puis, ensuite, de trouver
11 les raisons pour le faire.

12 L'exposé *ex post facto* de deux raisonnements contradictoires et séparés pour annuler
13 les charges démontre cependant que le désaccord au sein de la Majorité continuait
14 d'exister et que l'évaluation de la preuve faite par le juge Henderson s'est faite de
15 manière à ce qu'elle puisse justifier la décision orale du 15 janvier 2019.

16 Ce qui a conduit un éminent professeur, le professeur Darryl Robinson à définir cela
17 comme une norme de la preuve sans précédent. Il a... il a effectué une analyse
18 intéressante des raisons écrites qu'il a décrites comme : hyper-sceptiques dans
19 l'examen potentiellement à charge des preuves. Ce qui a conduit à examiner
20 isolément, dans la recherche de toutes les raisons possibles, chaque élément pour le
21 discréditer ou le minimiser, la fabrication de récits alternatifs à défaut de preuves en
22 soutien. Dans cette analyse, le professeur Robinson propose un certain nombre de
23 critères que je vais ensuite évoquer par un certain nombre d'exemples spécifiques. Il
24 indique que l'approche de la majorité se caractérise par :

25 Un doute spéculatif constant : les éléments de preuve sont discrédités par le biais de
26 simples conjectures, sans vérifier qu'elles passent par le test du doute raisonnable.
27 Ce qui est le plus important, il n'y a pas d'évaluation de l'absence de plausibilité
28 cumulative des différentes théories à décharge inventées pour chaque élément de

1 preuve.

2 Accorder du crédit aux éléments de preuve à décharge : l'hyper-scepticisme vis-à-vis
3 des éléments de preuve à charge se combine avec une crédulité sans esprit critique
4 pour exonérer... pour les éléments de preuve à décharge.

5 Une corroboration pointilliste, qui se concentre sur des détails minimes sans
6 appliquer les outils standards du raisonnement pour évaluer des grandes tendances.

7 Un formalisme rigide sur le fond : des catégories analytiques sont appliquées avec
8 une rigidité qui va au-delà de tout système national sans approche plus standard qui
9 prenne en compte tel et tel élément de preuve hautement fiable.

10 Une exigence excessive dans la cohérence, les éléments de preuve sont rejetés à cause
11 d'incohérences mineures qui sont habituelles lorsque l'on fait appel aux souvenirs
12 humains.

13 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [10:22:09] Est-ce que vous
14 pourriez ralentir un petit peu le rythme, s'il vous plaît, Maître Massidda ?

15 M^{me} MASSIDDA : [10:22:18] Merci. Je tiendrai compte de votre conseil.

16 L'exigence excessive de la cohérence : l'approche insiste sur un niveau d'ordre et de
17 précision clinique qui est impossible à atteindre dans une perspective générale. De
18 telles attentes sont notamment inappropriées lorsqu'il s'agit de faits d'atrocités qui
19 ne répondent pas nécessairement à cette logique ordonnée.

20 Enfin, de nouvelles... des barrières nouvelles pour les crimes contre l'humanité :
21 percevoir, par exemple, le viol comme opportuniste et sans lien avec les violations
22 environnantes, s'enquérir si tous les membres d'une organisation se livrent à des
23 actes inhumains à chaque opportunité.

24 Et, effectivement, Monsieur le Président, dans de nombreux cas, il n'y a aucun
25 raisonnement pour étayer de nombreuses constatations factuelles de la Chambre où
26 le raisonnement est vicié à plusieurs titres. En fait, lorsqu'il existe, le raisonnement
27 fait preuve d'une absence de considération adéquate de certains éléments de preuve
28 qui étaient a priori pertinents et qui, à ce titre, auraient dû être examinés.

1 La Majorité n'a pas non plus adopté une approche holistique vis-à-vis des éléments
2 de preuve. En particulier, elle n'a pas évalué des éléments particuliers de preuve, n'a
3 pas non plus évalué des faits spécifiques à la lumière d'éléments figurant dans
4 l'ensemble du dossier de l'affaire et dans le contexte d'autres éléments de preuve
5 corroborant ou clés, y compris des éléments de preuve circonstanciels ou par
6 ouï-dire et d'autres faits significatifs.

7 Aux fins d'expliquer pour quelles raisons l'acquittement de la majorité n'est pas
8 fiable et la décision mal conçue, je vais rapidement renvoyer à certaines constatations
9 faites par le juge Henderson dans son raisonnement et par le juge Tarfusser dans son
10 opinion et qui sont les plus pertinents dans l'intérêt des victimes. Et je vais
11 emprunter au professeur Robinson les catégories de définition d'erreurs que je viens
12 de vous citer.

13 Je commence par les viols du 16 au 19 décembre 2010, pour ce qui de la marche du
14 RT — premier incident dans les charge :

15 Un formalisme rigide a conduit le juge Henderson, malgré des éléments de preuve
16 abondants à cet égard, à ignorer le ciblage ethnique les femmes dioula qui
17 participaient à la marche. Il s'est abstenu de constater l'existence d'une véritable
18 politique visant à violer les manifestantes pro-Ouattara sur la base de preuves par
19 ouï-dire et à ignorer un élément de preuve direct attestant de l'adoption formelle
20 d'une telle politique qui n'était pas requis, et que cette politique ne devait pas être
21 formalisée, mais qu'elle pouvait être déduite de la manière... dans la manière dont
22 les actes étaient bien commis.

23 S'agissant des heurts du 25 février 2011 sur le Boulevard Principal — deuxième
24 incident figurant dans les charges.

25 Une corroboration pointilliste et une exigence excessive de cohérence qui
26 apparaissent clairement dans l'incapacité de la majorité à analyser les éléments de
27 preuve dans leur totalité, en appliquant plutôt une approche fragmentaire et en
28 rejetant des éléments de preuve pour respecter une norme excessivement stricte et

1 rigide, en s'attendant à ce que tous les témoins soient totalement cohérents quant à
2 l'horaire exact des événements.

3 L'approche hyper-sceptique a conduit... cette approche hyper-sceptique a conduit le
4 juge Henderson à se livrer à des spéculations sur les raisons qui ont conduit la police
5 à tirer sur les manifestants, en particulier au paragraphe 1668 de son raisonnement
6 — je le cite : « Les tirs de la police visaient peut-être à éviter une situation qui
7 mettrait en danger leur intégrité physique plutôt qu'à attaquer les civils se trouvant
8 en face d'eux. » Fin de citation. Cette déduction alternative n'est étayée par aucun
9 élément de preuve dans le dossier de l'affaire, ce qui ne permet pas d'arriver à une
10 telle conclusion.

11 S'agissant de la... de l'attaque sur la manifestation des femmes du 3 mars 2011—
12 troisième incident dans les charges.

13 Là encore, cette approche hyper-sceptique, cumulée avec le doute spéculatif, a
14 conduit le juge Henderson à fournir un certain nombre d'hypothèses alternatives
15 pour évaluer les éléments de preuve quant à l'attribution des tirs contre le convoi
16 des FDS sur... à ce jour... ce jour-là — pardon. Au lieu de procéder à une évaluation
17 rigoureuse des éléments de preuve, l'analyse offre un scénario différent, où il
18 pourrait y avoir eu des individus bien armés au sein de la marche et que les victimes
19 auraient pu être blessées par des balles faisant ricochet. Cependant, il n'y a pas un
20 seul élément de preuve au dossier pour pointer à la présence d'individus armés qui
21 auraient pu tirer contre la foule. Un tel scénario est absolument sans aucun
22 fondement et est même en contradiction avec les éléments de preuve figurant au
23 dossier, y compris des... témoins oculaires et des éléments de preuve médico-légaux
24 qui prouvent que les blessures observées sur les trois victimes dont on a pu
25 retrouver les corps et sur lesquels on a pu procéder à une identification de l'ADN,
26 tous ces corps montrent des blessures par balle venant de la gauche vers la droite, ce
27 qui montre un tableau clair. Des blessures remarquablement similaires à peu près au
28 même niveau, la région du cou et des épaules.

1 S'agissant du bombardement du marché d'Abobo du 17 mars 2011 — le quatrième
2 incident dans les charges.
3 Une... un formalisme rigide sur le fond a conduit le juge Henderson à complètement
4 négliger, dans son analyse, toutes les dépositions des témoins oculaires en les
5 considérant comme du oui-dire. Cependant, se trouver à l'intérieur de la maison au
6 moment où la maison fait l'objet de tirs, perdre conscience pendant ce
7 bombardement ou même arriver sur la place... sur l'endroit de l'incident quelques
8 minutes après celui-ci ne transforme pas les éléments de preuve ainsi fournis en des
9 éléments de preuve par oui-dire.
10 Enfin, s'agissant des viols du 12 avril 2011 à Yopougon — le cinquième incident dans
11 les charges.
12 Malgré une conclusion selon laquelle les crimes commis montraient un tableau
13 criminel motivé par l'animosité ethnique, le juge Henderson a créé une barrière
14 nouvelle pour les crimes contre l'humanité en concluant, au paragraphe 1860 de son
15 raisonnement — je le cite : « Il n'est pas possible de savoir précisément comment
16 beaucoup (*sic*) de ces victimes ont été tuées parce qu'elles étaient dioula » fin de
17 citation, et que les crimes commis par certains auteurs étaient de nature opportuniste
18 et ne visaient pas à porter préjudice aux partenaires.... aux partisans — pardon — de
19 Ouattara. Pour arriver à cette conclusion, le juge Henderson s'est appuyé
20 simplement sur deux exemples en alléguant un changement brutal dans l'esprit des
21 auteurs qui, au lieu de quitter la maison des victimes après le viol, auraient décidé
22 de rester et de les tuer. Cette déduction est à caractère purement spéculatif. Aucune
23 Chambre de première instance raisonnable n'aurait jamais atteint une telle
24 conclusion, si la totalité des éléments de preuve avait été bien analysée, y compris
25 l'indication de fosses communes contenant de nombreux corps d'individus d'ethnie
26 dioula, le fait que des individus d'ethnie guéré avaient indiqué aux agresseurs les
27 maisons dioula et les menaces proférées contre tous les Dioula à la veille de
28 l'attaque.

1 Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les juges, ces erreurs non seulement
2 démontrent que la décision de la Majorité n'est pas solide, mais elles montrent
3 également que la majorité n'a pas évalué correctement l'échelle de la victimisation.
4 Une constatation qui, à la lumière de l'issue du procès, aurait été d'autant plus
5 nécessaire étant donné les centaines de victimes participantes à l'affaire. Les victimes
6 ont noté avec grand regret que la décision n'a même pas fait mention du fait qu'elles
7 avaient été ciblées, de leurs souffrances, des conséquences dramatiques des crimes
8 pour elles, pour leurs familles et pour leurs communautés.

9 Ceci conclut mes arguments, Monsieur le Président, au sujet du deuxième moyen
10 d'appel qui, à notre avis, devrait être retenu.

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [10:33:21] Merci beaucoup,
12 Maître Massidda.

13 Nous allons maintenant entendre le conseil de M. Gbagbo.

14 M^e ALTIT : [10:33:33] Merci, Monsieur le Président.

15 Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les juges, c'est le professeur Jacobs
16 qui, au nom de l'équipe de défense de Laurent Gbagbo, exposera sur le second
17 moyen d'appel.

18 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [10:33:55] Maître Jacobs,
19 vous avez la parole.

20 M^e JACOBS : [10:33:59] Bonjour, Monsieur le Président, Madame, Messieurs les
21 juges.

22 Comme nous l'avons relevé hier, il est frappant de constater que les motifs de plus
23 de 900 pages du juge Henderson et endossés par le Président Tarfusser sont les
24 grands absents du mémoire d'appel du Procureur.

25 Comme je le disais hier, le Procureur lui-même concède qu'il ne remet pas en cause
26 le standard de preuve adopté par le juge Henderson.

27 Et allons plus loin, le Procureur précise dans son mémoire d'appel qu'il n'est pas
28 demandé à la Chambre d'appel, de manière générale... pardon — je cite : « de

1 manière générale d'appliquer la norme d'examen des faits ni de déclarer sur cette
2 base que les conclusions générales de la majorité relatives aux cinq événements visés
3 par les charges étaient déraisonnables de sorte qu'il y a eu erreur judiciaire justifiant
4 l'annulation des acquittements. » Fin de citation. En un mot, le Procureur ne remet
5 pas en cause l'acquittement. Partant de là, il est difficile de faire sens de ce que le
6 Procureur reproche exactement aux juges dans son second moyen d'appel, puisqu'il
7 se contente d'affirmations non-étayées et sans rapport les unes avec les autres à
8 propos des erreurs que les juges auraient commises. Mais si l'on examine ces
9 affirmations les unes après les autres, on se rend aisément compte qu'elles ne sont
10 fondées sur rien.

11 En effet, les juges ont suivi une procédure de « *no case to answer* » normale, qui a
12 permis à tous de s'exprimer, tant sur le standard de preuve qu'il convenait
13 d'appliquer que sur le fond du dossier.

14 Concernant le standard de preuve, la procédure suivie par les juges aurait été celle
15 qu'auraient suivi n'importe quels autres juges : les parties et les participants ont pu
16 longuement s'exprimer, tant par écrit que lors des audiences qui ont eu lieu en
17 octobre et novembre 2018 sur leur compréhension du standard de preuve applicable
18 au stade du « *no case to answer* », et les juges ont tranché cette question, d'abord en
19 acquittant Gbagbo le 15 janvier 2019, et en expliquant le standard qu'ils avaient
20 adopté dans les motifs écrits de juillet 2019. Il n'y a là rien de plus normal qu'une
21 telle séquence d'événements.

22 Et d'ailleurs, il convient de rappeler que c'est plus ou moins ce qui s'est passé dans
23 l'affaire Ruto, puisque pendant la procédure de « *no case to answer* », les parties
24 avaient exprimé un désaccord sur le standard à appliquer. Les parties ont été
25 entendues et la question a été tranchée dans la décision des juges du 5 avril 2016,
26 exactement comme dans notre affaire.

27 Confronté à un tel état de fait, le Procureur est bien en peine de présenter à la
28 Chambre d'appel des exemples issus de la jurisprudence au soutien de son

1 affirmation selon laquelle les juges n'auraient pas suivi une procédure normale.
2 Le seul exemple sur lequel le Procureur revient encore et encore dans ses écrits est
3 celui de l'affaire *Ayyash*. Cette jurisprudence, comme nous l'avons rappelé, n'est
4 absolument pas transposable ici. En effet, dans l'affaire *Ayyash*, il ressort des débats
5 que la Chambre de première instance a demandé après — et j'insiste —, après avoir
6 rendu sa décision aux parties et participants leur avis sur le standard de preuve à
7 appliquer.
8 Ce qui avait permis à la Chambre d'appel, dans l'affaire *Ayyash*, de conclure que la
9 Chambre de première instance n'avait pas décidé d'un standard clair au moment de
10 se prononcer.
11 Ici, le Procureur est incapable de démontrer qu'au moment où les juges ont prononcé
12 l'acquittement en janvier 2019, ils n'auraient pas analysé la preuve du Procureur
13 selon un standard bien défini après analyse méticuleuse de cette preuve, selon le
14 standard que l'on retrouve dans les motifs de juillet 2019, et que le Procureur ne
15 remet pas en cause.
16 Par ailleurs, au moment où le Procureur a présenté sa preuve à la Chambre, pendant
17 le procès, il connaissait le standard de preuve applicable, celui de « au-delà de tout
18 doute raisonnable ». C'est donc logiquement à la lumière de ce standard-là qu'il a
19 présenté sa preuve pendant le procès. À ce moment-là, connaître le standard de « *no*
20 *case to answer* » qu'aurait pu appliquer la Chambre n'aurait pas été d'une grande
21 utilité. Surtout que, par définition, si le Procureur pensait que sa preuve pouvait
22 satisfaire au standard le plus élevé, celui de « au-delà de tout doute raisonnable », il
23 devait forcément estimer qu'il pouvait satisfaire au standard plus faible qui serait
24 celui applicable au stade du *no case to answer*. Par conséquent, le fait qu'il y ait un
25 standard plus bas pendant le *no case to answer* n'a aucune espèce d'importance à
26 partir du moment où il existait un standard plus haut que le Procureur a appliqué.
27 Affirmer, comme le fait le Procureur, qu'il ne savait pas quel standard s'appliquait
28 lorsqu'il a présenté sa preuve, n'est donc pas convaincant.

1 Et pendant la procédure de *no case to answer* elle-même, le Procureur est allé au bout
2 de tout ce qu'il pouvait dire sur sa preuve. Il ne peut pas se plaindre d'avoir été
3 limité soit par une absence de standard, soit par une absence de liberté. Il a eu toute
4 la latitude pour s'exprimer sur la qualité de sa preuve pendant la procédure de *no*
5 *case to answer*, expliquant dans les 542 pages de son mémoire de procès, les
6 1 057 pages — 1 057 pages — de sa réponse à la requête en *no case to answer* par la
7 Défense, et les trois jours de soumissions orales en octobre 2018, combien il estimait
8 que sa preuve était fiable authentique, solide, corroborée. Il a donc pu présenter sa
9 preuve comme il l'entendait.

10 Et c'est la raison pour laquelle le Procureur est incapable de répondre à une question
11 que pose la Défense depuis le début de cet appel : en quoi lui avoir indiqué un
12 standard de preuve de *no case to answer* spécifique en avance aurait-il changé la
13 manière dont il avait présenté sa preuve pendant le procès ou la manière dont il l'a
14 défendue pendant le *no case to answer* ?

15 La question simple que pose la Défense est : qu'aurait-il pu faire de plus que ce qu'il
16 a fait ? Le Procureur ne répond pas à cette question dans son mémoire d'appel, il ne
17 répond pas à cette question dans ses réponses aux questions des juges de la
18 Chambre d'appel, et il continue de ne pas y répondre dans ses soumissions orales
19 hier. Et pour cause, il a eu la plus extrême latitude pour présenter sa preuve comme
20 il le souhaitait.

21 Du fait que les juges ont suivi une procédure normale de *no case to answer* et expliqué
22 le standard qu'ils avaient adopté pour acquitter Laurent Gbagbo dans leurs motifs
23 écrits de juillet 2019, le Procureur tente de tirer une conclusion illogique, une
24 conséquence illogique — pardon : que les juges auraient prononcé l'acquittement en
25 janvier 2019 sans avoir, au préalable, décidé du standard de preuve à appliquer.

26 Il s'agit là d'un autre exemple de procès d'intention fait par le Procureur aux juges
27 dans son mémoire d'appel, puisque, disons-le clairement, le Procureur n'a aucun
28 élément qu'il puisse apporter au soutien d'une telle affirmation.

1 En effet, ni le fait que le standard de preuve ait fait l'objet d'un débat pendant la
2 procédure de *no case to answer*, ni le fait que les juges n'ont pas expressément indiqué
3 dans leur jugement de janvier 2019 quel était le standard de preuve qu'ils avaient
4 adopté ne permet de soutenir l'affirmation selon laquelle les juges n'auraient pas
5 adopté un quelconque standard à ce moment-là, et selon laquelle ils n'auraient pas
6 analysé la preuve du Procureur à l'aune de ce standard.

7 Autre point, le Procureur semble reprocher aux juges de ne pas avoir été en accord
8 sur le standard de preuve applicable au moment où ils auraient prononcé
9 l'acquittement.

10 Une telle position caricature l'analyse présentée par le juge Tarfusser dans son
11 opinion concernant le standard de preuve applicable.

12 Ainsi, si le juge Tarfusser évoque bien le standard de « au-delà de tout doute
13 raisonnable », comme pouvant s'appliquer en théorie à une procédure de *no case to*
14 *answer*, il précise néanmoins dans son opinion, que dans le cas d'espèce, le juge
15 Henderson et lui-même sont entièrement d'accord sur la manière d'aborder les
16 éléments de preuve. Et je cite le paragraphe 67 de l'opinion séparée du juge
17 Tarfusser — je cite : « Bien au-delà des étiquettes et des approches théoriques, ce qui
18 importe, c'est que la position de la majorité repose fermement et solidement sur une
19 analyse approfondie des éléments de preuve (et de leur exceptionnelle faiblesse) sur
20 laquelle mon confrère, le juge Geoffrey Henderson, et moi-même ne pourrions pas
21 être plus en accord ». Fin de citation.

22 Le juge Tarfusser explique ensuite très clairement que, dans le cas d'espèce, la
23 question du standard a peu de conséquences pratiques, puisque la preuve du
24 Procureur est si faible qu'elle ne satisfait à aucun standard de preuve, même le plus
25 bas.

26 Le juge Tarfusser explique donc de la manière la plus claire possible avoir considéré
27 en fonction de la « norme appliquée » — c'est-à-dire en fonction de la norme définie
28 dans les motifs écrits du juge Henderson — que rien n'étayait les allégations du

1 Procureur. Les juges de la majorité sont donc en accord complet puisqu'ils ont, en
2 l'espèce, suivi une même démarche, appliqué un même standard et sont parvenus
3 aux mêmes conclusions.

4 Dans ces conditions, il n'est nul besoin de débattre du commentaire théorique que
5 fait le juge Tarfusser à propos du standard « au-delà de tout doute raisonnable »
6 puisque le juge Tarfusser explique que, d'après lui — et d'après le juge
7 Henderson —, le Procureur n'a pas satisfait à la norme la plus basse, celle adoptée
8 par la majorité. S'il n'a pas satisfait à la norme la plus basse il n'a, par définition, pas
9 satisfait à la norme la plus haute, celle de « au-delà de tout doute raisonnable ».

10 De manière plus générale, il convient de relever que ce que le Procureur tente de
11 présenter comme l'expression de désaccord est une pratique tout à fait normale en
12 droit international pénal, qu'un juge de la majorité apporte, dans une opinion
13 séparée ou concordante, des nuances sur la façon dont il aurait abordé les choses
14 courantes. On peut trouver de nombreux exemples de cette pratique dans la
15 jurisprudence de la Cour, et la Défense en a présenté un certain nombre dans sa
16 réponse écrite aux questions des juges de la Chambre d'appel, tirés des affaires *Ruto*,
17 *Lubanga*, ou encore de la situation relative à l'Afghanistan.

18 Dans tous ces exemples, il est fréquent que des juges, tout en se plaçant dans la
19 majorité, expriment une opinion séparée ou concordante... dans une opinion séparée
20 ou concordante — pardon —, des nuances, voire même des désaccords théoriques à
21 propos de l'approche adoptée par la Chambre sur tel ou tel point, sans pour autant
22 remettre en cause la décision elle-même. Les juges dans la présente affaire n'ont
23 donc rien fait d'exceptionnel et il est difficile de comprendre ce que le Procureur leur
24 reproche exactement.

25 Avant d'aborder mon dernier point, la question des exemples factuels présentés par
26 le Procureur, un mot rapide sur le standard de preuve à appliquer pendant le *no case*
27 *to answer*.

28 Premièrement, puisque le Procureur ne remet pas en cause le standard de preuve

1 adopté par la majorité, la question de la définition même de ce standard de preuve
2 nous semble dépasser le cadre du présent appel.

3 Deuxièmement, pour ce qui est de la position de la Défense quant à ce que devrait
4 être le standard de preuve d'un *no case to answer*, je renvoie aux soumissions que
5 nous avons faites oralement pendant la procédure de *no case to answer* et à la réponse
6 aux questions des juges de la Chambre d'appel. Notons simplement ici que le
7 Procureur continue, comme il le fait à chaque fois dans ses soumissions écrites,
8 d'ignorer la décision de l'affaire *Ruto*, dans laquelle tant le juge Fremr que le
9 juge Eboe-Osuji ont exposé de manière claire et convaincante les raisons pour
10 lesquelles il ressort de la fonction des juges de s'intéresser à la qualité de la preuve
11 du Procureur dans le cadre d'une procédure de *no case to answer*.

12 Enfin, un mot sur les « exemples factuels » présentés par le Procureur comme
13 illustrant, selon lui, les erreurs de droit et de fait commises par les juges de la
14 majorité.

15 Premièrement, le Procureur ne démontre jamais que la mise en œuvre soi-disant
16 problématique du standard de preuve dans les exemples qu'il avance serait la
17 conséquence du soi-disant flou entourant la question du standard de preuve. Il ne
18 peut pas le démontrer puisqu'il n'y a logiquement aucun rapport entre la procédure
19 de *no case to answer* et l'adoption du standard, et la façon dont il a finalement été
20 appliqué dans la décision dans les motifs de juillet 2019.

21 Deuxièmement, si ces « exemples factuels » n'ont en réalité aucun rapport avec le
22 second moyen d'appel, l'on peut légitimement se demander à quoi ils servent.

23 Surtout que de l'aveu du Procureur lui-même, ces exemples ne peuvent servir à
24 remettre en cause l'acquittement. Allant plus loin le Procureur affirme que — et je
25 cite le paragraphe 260 de son mémoire d'appel : « On ne peut attendre d'un appelant
26 contestant une décision d'acquittement de près de 1 000 pages dans une affaire aussi
27 complexe comme celle-ci — impliquant de multiples constatations de fait fondées —
28 qu'il prouve que la décision finale aurait forcément été différente. » Fin de citation.

1 On sait exactement ce que l'on attend d'un appelant, qu'il démontre l'impact des
2 erreurs sur une décision. L'ampleur de la décision d'acquiescement — qui n'est,
3 rappelons-le, que la conséquence de l'ampleur du dossier présenté par
4 l'Accusation — ne peut servir comme excuse au Procureur de ne pas satisfaire à son
5 obligation d'identifier des erreurs qui auraient affecté la décision finale. Il ne peut,
6 après coup, sous prétexte que l'exercice est compliqué, affirmer que juridiquement il
7 n'aurait pas besoin de le mener.

8 Dans ces circonstances, il convient que la Chambre d'appel ignore ces exemples
9 factuels dans le cadre du présent appel.

10 Et si elle devait les considérer, plusieurs remarques rapides. Premièrement, il
11 conviendrait d'exiger du Procureur qu'il dépose des soumissions additionnelles
12 pour démontrer que ces erreurs, selon le standard d'erreurs de fait, sont bien
13 constituées et qu'elles ont affecté la décision attaquée et que, ensuite la Défense
14 puisse y répondre.

15 Si on s'intéresse aux exemples factuels eux-mêmes, et pour des raisons de temps il
16 est difficile d'y revenir dans le détail — difficile, notamment, dans les 30 minutes de
17 réponse aux remarques générales du Procureur, puis aux remarques spécifiques de
18 la représentante légale des victimes sur chaque incident... dans le temps imparti à la
19 Défense, mais on peut noter certains procédés. Le Procureur isole des conclusions
20 factuelles.

21 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [10:58:52] Maître Jacobs, il
22 vous reste cinq minutes.

23 M. JACOBS : [10:58:57] Merci, Monsieur le Président.

24 Le Procureur isole des conclusions factuelles pour essayer de faire croire que les
25 juges n'auraient pas pris en compte l'ensemble des éléments de preuve là où les
26 juges ont intégré leur analyse dans une analyse globale de la preuve.

27 On peut prendre l'exemple des violences sexuelles évoquées par la représentante
28 légale des victimes tout à l'heure. Elle essaye de faire oublier que l'analyse de ces

1 allégations a été faite par les juges, au contraire, dans le cadre de l'analyse de
2 l'existence d'un plan commun ou d'une politique d'une organisation. Loin de... loin
3 d'analyser ces allégations de manière isolée, les juges ont, au contraire, analysé de
4 manière détaillée, sur des dizaines de pages, les allégations du Procureur sur
5 l'existence d'une politique ou d'un plan commun, pour conclure qu'ils n'avaient pas
6 de plan commun ou d'un politique. Vouloir faire croire que les juges auraient isolé
7 ces questions-là et ne les auraient pas considérées dans l'ensemble de la preuve est
8 donc faux.

9 Il y a d'autres procédés du Procureur qui souvent, par exemple, change de narratif, y
10 compris dans son mémoires d'appel, procédé qu'il a utilisé pendant tout le procès.
11 Ou alors le Procureur affirme que les juges auraient ignoré d'autres éléments de
12 preuve, d'autres témoignages, sans jamais les citer, laissant croire qu'il existe
13 d'autres éléments de preuve qui n'existent pas.

14 En réalité — et ce sera mon dernier point, Monsieur le Président —, ces exemples
15 semblent avoir une autre fonction : attirer les juges d'appel sur le terrain du fait,
16 pour faire croire que ces allégations factuelles du Procureur avaient encore la
17 moindre consistance, n'avaient pas survécu au test ultime, celui du procès et du
18 débat contradictoire. Le Procureur n'exprime que des simples désaccords avec la
19 Chambre de première instance, comme si le procès n'avait pas eu lieu, argumentant
20 de la même manière qu'au premier jour du procès. La Chambre d'appel ne saurait
21 suivre le Procureur dans cette démarche qui consiste à nier et les deux ans de procès
22 et le travail d'analyse exhaustif de la preuve du Procureur que les juges de la
23 majorité ont effectué.

24 En définitive — et je conclus —, la Chambre d'appel ne saurait valider la démarche
25 du Procureur qui consiste à installer autant d'écrans de fumée pour faire oublier
26 qu'il est en réalité incapable de remettre en cause l'acquiescement.

27 Merci.

28 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [11:02:41] Merci beaucoup ;

1 merci beaucoup, Maître Jacobs.

2 Nous allons maintenant avoir notre première pause du matin. Nous allons donc

3 lever l'audience pendant 45 minutes, et lorsque nous reviendrons ce sera le conseil

4 de M. Blé Goudé qui nous présentera ses observations.

5 M^{me} LA GREFFIÈRE : [11:03:14] Veuillez vous lever.

6 *(L'audience est suspendue à 11 h 03)*

7 *(L'audience est reprise en public à 11 h 52)*

8 M^{me} LA GREFFIÈRE : [11:53:51] Veuillez vous lever.

9 Veuillez vous asseoir.

10 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [11:54:17] Merci beaucoup.

11 Maître Knoops, c'est à vous maintenant.

12 M^e KNOOPS (interprétation) : [11:54:29] Merci, Monsieur le Président.

13 Madame la juge, Monsieur le juge, la Défense de M. Blé Goudé va aujourd'hui

14 aborder trois sujets : premièrement, le manque de clarté allégué au sujet de la

15 norme ; puis nous présenterons quelques remarques sur la façon dont les six

16 exemples ont été mentionnés par l'Accusation par rapport à la norme ; et puis,

17 troisièmement, la façon dont il a été dit qu'il y avait eu des répercussions... enfin, la

18 décision... l'erreur a eu des répercussions sur la décision.

19 Alors, je vous dirais que l'Accusation a indiqué ses observations, mais comme l'a

20 indiqué M. le juge Fremr ainsi que vous-même dans l'affaire *Ruto Sang*, il s'agit de la

21 décision n° 5 qui a indiqué que cela ne limite pas les juges s'ils veulent mettre un

22 terme à la fin de la présentation des moyens à charge, même si les effets... même s'il

23 y aurait pu avoir déclaration de culpabilité. Mais il faut savoir que ce qu'a avancé...

24 ce qu'avance, plutôt, la Défense de M. Blé Goudé, cela est tout à fait compatible. Et

25 cela a, d'ailleurs, été indiqué lorsque vous avez donné votre opinion au

26 paragraphe 112 dans l'affaire *Ruto Sang*. Vous avez dit qu'il ne pouvait pas y avoir de

27 griefs ou de plaintes légitimes de la part de l'Accusation, s'il est mis un terme à

28 l'affaire après que l'on a examiné complètement les éléments de preuve à charge qui

1 révèlent que l'affaire est trop faible pour être poursuivie.

2 Qui plus est — et je parle de ce qu'a dit l'Accusation, lorsqu'elle a dit que la Défense
3 de M. Blé Goudé n'avait pas une approche constante —, au paragraphe 126 de votre
4 raisonnement dans l'affaire *Ruto Sang*, toujours à propos d'une décision en matière
5 d'insuffisance de moyens à charge, vous avez déclaré que la procédure pour
6 l'insuffisance de moyens à charge ne limitait pas l'amplitude des pouvoirs conférés
7 par le Statut et qui permet à la Chambre de procéder à ses propres opérations en
8 quelque sorte.

9 Cela signifie que vous avez le cadre qui est donné par le Statut de Rome et qui ne lie
10 pas la Chambre de première instance à avoir une seule approche par rapport à la
11 preuve, lorsqu'il s'agit donc d'un procès ou d'une procédure pour insuffisance de
12 moyens de charge... de moyens à charge. Il relève du pouvoir discrétionnaire de la
13 Chambre de décider quelle approche elle retiendra, approche qui sera adaptée à
14 l'affaire. Et ce pouvoir discrétionnaire n'est pas absolu, bien entendu. Il doit être
15 administré compte tenu de l'article 66 du Statut.

16 Monsieur le Président, c'est exactement... exactement ce qui a été fait par la majorité,
17 en l'espèce. Vous trouverez dans le raisonnement du juge Henderson, au
18 paragraphe 47, les différents facteurs précis qui ont été pris en considération par le
19 juge et qui « a » fait que la majorité a défini la... la norme qu'elle a appliquée,
20 Monsieur le Président.

21 Il n'y a pas eu de contrainte, et ce conformément à la jurisprudence pour ce qui est
22 de l'évaluation de la qualité de la preuve. La Chambre a eu un régime de
23 présentation des preuves. Il n'y a pas eu de procédure pour corriger la fiabilité pour
24 ce qui était de deux témoins et l'Accusation a présenté ses moyens de preuve en
25 posant des questions, des questions directrices.

26 Le juge Fremr, d'ailleurs, dit également au paragraphe 19 de son raisonnement dans
27 l'affaire *Ruto Sang* pour... toujours pour la requête en insuffisance de moyens à
28 charge que, si la Chambre, après avoir évalué les éléments de preuve conformément

1 à la norme qu'elle a adoptée, à la fin de la présentation des moyens à charge, conclut
2 qu'elle ne peut pas étayer une déclaration de culpabilité au-delà de tout doute
3 raisonnable, elle doit alors prononcer un acquittement et doit mettre un terme à la
4 procédure même — même — s'il était... s'il serait possible pour un autre juge du fait
5 d'être satisfait au-delà de tout doute raisonnable de la culpabilité de l'accusé, et ce,
6 sur la base des mêmes éléments de preuve.

7 Alors, Madame, Messieurs les juges, deuxième grief de l'Accusation qui nous a dit
8 qu'il n'y avait aucune précision et aucune clarté pour ce qui est de la norme
9 appliquée par la majorité. Et je dirais que c'est un argument qui est absolument
10 infondé, parce que, au paragraphe 32 de sa réponse à la Chambre, le Procureur
11 s'attend d'avoir... de recevoir de la part de la Chambre un menu, un menu qu'il
12 devra respecter pour pouvoir prononcer une déclaration de culpabilité. Si vous lisez
13 le paragraphe 32 des réponses de l'Accusation, l'Accusation dit — et je cite : « Le
14 simple fait de savoir que l'Accusation doit prouver la culpabilité de l'accusé au-delà
15 de tout doute raisonnable ou que les preuves produites doivent être suffisantes pour
16 étayer une déclaration de culpabilité est insuffisant. Aucune de ces affirmations
17 évidentes [je continue ma citation] ne fait ressortir les aspects nuancés de requête en
18 insuffisance des moyens à charge. »

19 Alors, Monsieur le Président, le droit n'est pas, comme l'a dit l'Accusation hier dans
20 le cadre de l'analogie qu'elle a citée, un jeu.

21 Nulle part dans les documents de l'Accusation, nous ne trouvons une affirmation
22 suivant laquelle, à la fin de sa présentation des moyens à charge, les éléments de
23 preuve suffisaient pour prouver la culpabilité de M. Charles Blé Goudé au-delà de
24 tout doute raisonnable. Et je vous dirais que, pour ce qui est de ce menu relatif à la
25 preuve, qui, apparemment, serait requis d'après ce que nous a présenté l'Accusation,
26 ce menu n'est pas nécessaire. Monsieur le Président, et pourtant, et pourtant, à la fin
27 de la présentation de la thèse de l'Accusation, est-ce que les éléments de preuve
28 étaient en mesure de prouver la culpabilité de M. Charles Blé Goudé ? C'est ce à quoi

1 on aurait pu s'attendre de la part de l'Accusation.
2 Alors, c'est un procès qui a quand même commencé il y a plus de quatre ans,
3 maintenant, un procès. Et je vous rappelle que la Chambre préliminaire, dans le cas
4 de M. Gbagbo, avait déjà donné à l'Accusation une première chance, parce que, vous
5 vous souviendrez peut-être, Madame, Messieurs les juges, que la Chambre
6 préliminaire avait accordé six mois supplémentaires à l'Accusation, et elle lui avait
7 posé des questions, et ces questions, en fait, visant à faire en sorte que les charges
8 soient confirmées. Ça, c'était déjà la première chance qui avait été donnée à
9 l'Accusation.
10 Et même aujourd'hui, Madame, Messieurs les juges, l'Accusation continue à être
11 absolument incapable de déclarer clairement à la Chambre si elle serait en mesure de
12 juger à nouveau M. Blé Goudé, parce qu'elle sait pertinemment, l'Accusation, qu'elle
13 va se heurter à la même pierre d'achoppement comme elle l'a fait pendant le premier
14 procès, à savoir un manque total et complet d'éléments de preuve permettant de...
15 d'étayer sa thèse.
16 Alors, il faut quand même se rappeler que lorsque la Chambre de première instance,
17 à l'unanimité — et j'insiste là-dessus, avec l'assentiment de M^{me} la juge Herrera
18 Carbuccia à l'époque —, donc, à l'unanimité, la Chambre de première instance a
19 déterminé qu'elle allait autoriser la procédure pour insuffisance de moyens à charge,
20 cela s'est passé à la fin de la présentation des moyens à charge — paragraphe 211 de
21 cette... de cette... de ce document. Cela a été une décision prise à l'unanimité. Et, à ce
22 moment-là, les éléments de preuve auraient dû passer tous les critères de la
23 procédure insuffisance pour moyens à charge, il... parce que l'Accusation était
24 arrivée au terme de la présentation de ses moyens à charge.
25 Donc, la question est comme suit : mais qu'attendait l'Accusation, exactement ?
26 Est-ce qu'elle attendait ce menu qu'elle allait respecter comme... parce que la
27 Chambre préliminaire leur a quand même offert sur un plateau d'argent cette... ce
28 délai supplémentaire de six mois ?

1 Alors, supposons, supposons que si l'on avait donné cette carte, ce menu à
2 l'Accusation, supposons que la Chambre lui a accordé ce menu, est-ce que cela aurait
3 changé quoi que ce soit à la preuve, Monsieur le Président ? Absolument pas. Parce
4 que cette faiblesse, elle existait dès le début et ça n'a pas changé, elle n'a fait qu'être
5 exacerbée, cette faiblesse, à la fin de la présentation des moyens à charge. Cela
6 n'aurait absolument rien changé à la preuve, Monsieur le Président. Les griefs
7 exposés par l'Accusation sont tout à fait artificiels.

8 Et j'aimerais d'ailleurs, à ce stade, rectifier deux observations erronées présentées par
9 l'Accusation, qui, justement, ont trait à la clarté de la norme en l'espèce.

10 Alors, la première erreur dans les arguments de l'Accusation est que la Défense a
11 changé de point de vue au sujet de la procédure « insuffisance pour moyen... des
12 moyens à charge ». Et la deuxième erreur a trait à ce que nous dit l'Accusation au
13 sujet de son approche vis-à-vis de la corroboration.

14 Alors, pour ce qui est de la première erreur commise, voici ce que pense la Défense.
15 La Défense, depuis le début de cette affaire, a toujours eu un point de vue très, très,
16 très clair. Jamais, au grand jamais avons-nous modifié notre point de vue, notre
17 position. C'est nous qui avons demandé aux juges de lancer ou d'autoriser plutôt et
18 d'accueillir une procédure pour insuffisance de moyens à charge. Nous l'avons fait
19 en 2015, et nous l'avons fait conformément au principe de l'affaire *Ruto*, et nous
20 avons pensé que ces principes pouvaient être appliqués à notre affaire.

21 Et nous avons également mentionné la décision n° 5, à savoir les critères pour cette
22 procédure ne peuvent pas être interprétés afin de limiter leur pouvoir, au titre de
23 l'article 64-2, pour ne pas autoriser, et ce, afin de mettre fin à une affaire faible. Cette
24 interprétation a également été présentée par l'équipe de défense de M. Charles Blé
25 Goudé, lorsque nous avons répondu à l'ordonnance rendue à l'unanimité par la
26 Chambre, lorsque la Chambre a invité toutes les parties à s'exprimer et à dire s'ils
27 souhaitaient aller de l'avant avec cette procédure « insuffisance des moyens à
28 charges ». Et cela a été pris à l'unanimité, cette décision, par la Chambre. Donc, cela

1 se passe d'explication. Donc, il y a eu cette ordonnance, et avec l'assentiment de
2 M^{me} la juge Carbuccia Herrera.

3 Vous trouvez déjà la norme, la norme qui était comme suit : est-ce que le Procureur
4 peut nous expliquer pourquoi il... il n'y a pas suffisamment de preuves qui
5 pourraient, de façon raisonnable, étayer une déclaration de culpabilité ? C'était ça la
6 norme, et elle était claire depuis le début.

7 La Défense n'a jamais demandé que soit précisé la norme, parce que la norme, elle
8 était claire. Donc, nous n'avons jamais, jamais, Monsieur le Président, changé notre
9 point de vue pour ce qui est des éléments qui sont requis pour satisfaire à une
10 requête pour insuffisance des moyens à charge.

11 Deuxième affirmation erronée de la part de l'Accusation au sujet de ce manque
12 allégué de clarté, il s'agit de la corroboration. Parce que, dans son paragraphe 33 de
13 ses réponses aux questions que vous avez posées, l'Accusation fait valoir que le juge
14 Henderson avait une approche par trop rigide vis-à-vis de la corroboration, et que,
15 ainsi, l'Accusation a été induite en erreur, et elle aurait dû être orientée par des
16 approches qui avaient été précédemment et largement avalisées par la Chambre
17 d'appel. Et il est fait référence à l'arrêt dans l'affaire *Bemba*, et plus précisément au
18 paragraphe 1018 de cet arrêt. Mais, Monsieur le Président, cet arrêt ne... ne soutient
19 absolument pas ce que... pas le moindre du monde, d'ailleurs, ce que nous dit
20 l'Accusation, parce que le paragraphe 1018 est un paragraphe qui se contente tout
21 simplement de déclarer que, dans cette affaire, la Chambre de première instance a
22 conclu que, au sujet de la question pour savoir dans quelle mesure la corroboration
23 est nécessaire est une question d'évaluation de la preuve et ne peut pas être tranchée
24 de façon abstraite. Et la Chambre a également dit que aucun témoin n'est en soi
25 dénué de fiabilité, y compris un témoin qui a présenté auparavant un faux
26 témoignage devant la Cour.

27 Donc, voilà, cette source qui a été citée n'était absolument pas l'argument de
28 l'Accusation, étant donné que ladite citation ne précise pas quelle est l'approche

1 précise vis-à-vis de la corroboration.

2 Il est important de se souvenir que ce fut l'Accusation dans cette affaire-ci, Monsieur
3 le Président, qui a et essayé de définir de façon abstraite la corroboration et qui a
4 demandé... et qui avait demandé à la Chambre de première instance d'adopter les
5 définitions utilisées par le TPIR. Par conséquent, l'Accusation savait pertinemment,
6 était parfaitement consciente que la Chambre de première instance pouvait adopter
7 cette approche. Et étant donné que le juge Henderson avait indiqué de façon on ne
8 peut plus claire qu'il avait des doutes au sujet de l'interprétation par trop ample de la
9 corroboration tel que cela était demandé par l'Accusation. Et je vous renvoie à la
10 décision au titre de la règle 68, opinion dissidente de M. le juge Henderson, et c'est
11 une décision qui remonte à l'année 2017, Monsieur le Président, donc, bien avant que
12 la Défense présente ses observations au sujet de la requête. Par conséquent,
13 l'Accusation savait pertinemment comment la Chambre entendait la corroboration.

14 Et donc, je... j'en termine donc avec la première partie de mon intervention. Et je
15 dirais donc que les raisons données par le juge Henderson révèlent, contrairement à
16 ce qu'affirme l'Accusation, que la majorité s'était... avait déjà, donc, pris langue de
17 façon active avec les parties, s'était déjà engagée, car il a fourni une définition, même
18 s'il n'était absolument pas obligé de le faire ou censé le faire, parce que la définition
19 de la corroboration telle qu'elle est suggérée par l'Accusation a fait l'objet d'un
20 contentieux entre les parties. Et ce litige a commencé tout simplement avec les
21 observations de l'Accusation à ce sujet.

22 Monsieur le Président, alors, deuxième élément, et je vais faire référence au critère
23 d'examen et la façon dont ils sont appliqués aux six exemples. Et vous trouverez
24 comment la Défense, dans son *paragraphe 221, explique comment ces exemples,
25 ces six exemples n'ont absolument aucun lien avec le second moyen d'appel de
26 l'Accusation, à savoir le fait que, apparemment, la Chambre d'appel n'avait pas de
27 norme à l'esprit. Mais ce que l'Accusation a omis de dire, et elle a omis de le dire
28 également pendant cette audience, c'est que c'est l'Accusation elle-même qui avait

1 demandé que les charges au sujet de Abobo soient rejetées, la... l'incident de la
2 marche du 3 mars et l'événement du 17 mars. Donc, soi-disant qu'il y a six exemples,
3 mais, sur ces six exemples, il n'y a que trois exemples qui restent dans le document,
4 dans le mémoire d'appel. Et cela ne suffit pas pour étayer leur second moyen
5 d'appel.

6 Et j'aimerais vous dire qu'on ne peut que remarquer que les arguments de
7 l'Accusation tournent un peu en rond quand même. Et, en fait, fondamentalement,
8 dans ses paragraphe 40 à 43 de ses réponses à la Chambre d'appel, l'Accusation dit
9 exactement que le manque de normes claires présentées par la Chambre de première
10 instance a provoqué une approche erronée par rapport à la preuve. Mais
11 l'Accusation n'a montré aucun lien entre le manque allégué de normes claires et
12 l'approche qui était censée être erronée. Par exemple, comment est-ce que la
13 conclusion de la Chambre suivant laquelle les victimes allégués de violence sexuelle
14 n'ont pas été violées tout simplement parce qu'elles étaient des sympathisantes
15 pro-Ouattara, mais plutôt que leur soutien pour M. Alassane Ouattara a servi de
16 prétexte pour les crimes, comment est-ce que tout cela peut être relié au fait que la
17 Chambre ne pensait ou n'avait aucune norme à l'esprit ?

18 Ah, je dois ralentir, me dit-on.

19 Eh bien, vous ne trouverez pas la réponse dans les observations de l'Accusation.
20 Comment est-ce que vous pouvez dire que les erreurs dans le cadre du premier
21 moyen d'appel ont une incidence sur la décision ? Là, franchement, c'est un
22 raisonnement qui tourne en rond, Monsieur le Président, et qui ne pourra pas être
23 défendu devant un... une cour, une chambre.

24 Et puis, troisièmement, il s'agit de l'impact ou des répercussions importantes dont
25 j'ai déjà parlé hier.

26 *(Portion de l'intervention non interprétée)*

27 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [12:16:00] *(Intervention non interprétée)*

28 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [12:16:05] Vous m'entendez maintenant ?

1 Est-ce que vous m'entendez ? Est-ce que vous entendez l'interprétation, maintenant ?
2 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [12:16:16] (*Intervention non interprétée*)
3 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [12:16:17] Voilà.
4 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [12:16:21] Maître Knoops, s'il vous plaît, vous
5 pouvez reprendre.
6 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:16:42] Maître Knoops.
7 M^e KNOOPS (interprétation) : [12:16:44] Oui, je me suis trompé de bouton ;
8 excusez-moi.
9 Le bouton rouge, ça signifie plusieurs choses à la fois, mais, aujourd'hui, ça a
10 simplement... ça signifie simplement qu'on peut parler.
11 Bien, notre dernier point, c'est l'argument... l'incohérence de l'argument de
12 l'Accusation en ce qui concerne son premier moyen d'appel.
13 D'un côté, l'Accusation prétend que les acquittements sont régis par l'article 74 et
14 qu'ils doivent donc respecter l'article 74 ; d'un autre côté, pour une requête en... en
15 insuffisance de moyens à charge, l'Accusation prétend que la même règle de
16 réexamen ne devrait pas être suivie, article 74. Ces deux arguments sont clairement
17 incompatibles.
18 Monsieur le Président, quel que soient les critères appliqués par la Chambre, même
19 si la Chambre devait appliquer les critères moins rigides en s'écartant de la... du
20 paragraphe 274 de la décision *Ngudjolo*, même dans ce cas de figure, l'argument de
21 l'Accusation ne tient plus.
22 Est-ce que la décision de la majorité aurait été différente si elle n'avait pas commis
23 les erreurs alléguées ? Comme la majorité l'a noté, aucune des contributions,
24 des 11 contributions alléguées de M. Blé Goudé ont un lien clairement établi avec les
25 crimes. L'Accusation ne conteste pas cette conclusion. Elle ne fonde pas son appel
26 sur des erreurs factuelles. Le cœur de l'affaire, et l'Accusation évite cet argument en
27 simplement présentant trois exemples, il n'y en a plus que trois. De toute façon, rien
28 n'établit le lien avec M. Blé Goudé, le lien avec les crimes imputés. Et ceci a été, à

1 juste titre, observé par l'Accusation.

2 De toute façon, quelle que soit la norme que vous utilisez pour effectuer cette

3 évaluation, bien, c'est sans... sans conséquence, ce lien n'est pas établi.

4 Pour terminer, je dirais que l'Accusation concède, au paragraphe 30 de ses réponses

5 à la Chambre, que le juge Henderson a bien établi et développé les critères corrects

6 dans son raisonnement, mais que c'était trop tard. Ceci est purement de la

7 spéculation. L'Accusation spécule que cette... que ces normes n'étaient pas à l'esprit

8 des juges lorsqu'ils ont décidé de l'acquittement. Ceci est totalement sans fondement

9 de la pure spéculation. (*Portion non interprétée*) au moment de l'acquittement.

10 Enfin, s'agissant des représentants légaux des victimes, j'en reviens au professeur

11 Robinson et sa réflexion. Il... Il ne s'agit pas de faire un commentaire sur les erreurs,

12 c'est une opinion pure.

13 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [12:20:45] Le Président rappelle que

14 M^e Knoops dispose encore de trois minutes.

15 M^e KNOOPS (interprétation) : [12:20:52] Avoir une opinion n'est pas... est-ce que ça

16 n'est pas autorisé ? Ça ne l'est pas pour des personnes qui ne sont pas des experts

17 admis devant cette Cour. Il n'est pas approprié de faire un commentaire sur un

18 verdict. Bien entendu, en tant que universitaire, vous pouvez le faire, mais ça n'a

19 aucune valeur devant un tribunal, devant une cour.

20 Pour ce qui est des observations des représentants légaux des victimes, la décision

21 de la majorité ne serait pas solide. L'acquittement ne serait pas fiable. Eh bien,

22 Monsieur le Président, ceci est totalement inapproprié, inapproprié que de...

23 d'affirmer cela devant une cour. Les représentants légaux des victimes n'ont pas

24 statut pour faire un commentaire sur la culpabilité ou l'innocence. Et, en outre, c'est

25 totalement en dehors du champ d'application de l'appel. Il ne s'agit pas de savoir,

26 dans cet appel, si la décision est solide ou non. Il s'agit de savoir s'il y a eu des

27 erreurs de droit commises.

28 Les six exemples cités peuvent être qualifiés de mini erreurs par l'Accusation. Et

1 derrière ce... cette procédure, l'Accusation fait valoir des erreurs factuelles tout en
2 suggérant que ça n'est pas la base de leur appel.

3 Monsieur le Président, ceci conclut nos arguments s'agissant du deuxième moyen
4 d'appel.

5 Je vous remercie.

6 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:20:56] Merci,
7 Maître Knoops.

8 Nous allons, maintenant, passer... Nous allons, d'abord, entendre les questions du...
9 des juges sur la première série de questions.

10 J'inviterais la... M^{me} le juge Ibáñez à poser une question.

11 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [12:21:31] Merci, Monsieur le
12 Président.

13 C'est une question adressée à toutes les parties en ce qui concerne le principe de
14 légalité. Le principe de légalité est une source obligatoire de droit qui exige que le
15 droit pénal, au fond et procédural, *lex specialis*, soit disponible au préalable avant
16 d'être appliqué et que toute... tous les parties et les participants soient bien notifiés
17 de cette procédure pour qu'il y ait équité — articles 22 à 24 du Statut. C'est un... une
18 prescription pour une procédure équitable. Cela fait partie également du droit
19 international humanitaire, article 11 de la Déclaration universelle des droits de
20 l'homme 15 de... du Pacte international sur les droits civils et politiques, 8-1 et 9 du...
21 dans la Cour internationale... la Cour interaméricaine des droits de l'homme et,
22 également, des dispositions en ce sens existent à la Cour européenne des droits de
23 l'homme.

24 Ces procédures menées pendant un procès, les acquittements prononcés par la
25 majorité de la Chambre de première instance, est-ce que... est-ce que cela respecte le
26 principe de légalité, puisque ni le Statut ni le Règlement ne font mention de la
27 procédure en insuffisance de moyens à charge ? Il n'y a aucune référence spécifique
28 à cette procédure spécifique.

1 Deuxièmement, selon le principe de légalité, articles 21 et 22, est-ce que la
2 jurisprudence des autres tribunaux, pour ce qui est de la procédure en insuffisance
3 de moyens de preuve, règle 98bis du TPIY, est-ce qu'il ne faudrait pas « le » préférer
4 aux droits et procédures qui avaient été précédemment publiés dans le cadre du
5 Statut de Rome ?

6 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:24:12] Il y a une
7 difficulté technique ? Maître Massidda, si j'ai bien compris, vous avez des problèmes
8 de son ?

9 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:24:23] Oui, j'ai rafraîchi le système à trois
10 reprises.

11 Bon, est-ce qu'on peut parler ? Parce que je ne suis pas certaine que je puis vous
12 entendre.

13 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:24:38] Je vous ai posé
14 une question. Est-ce que votre problème a été résolu ?

15 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:24:43] Oui, oui, je n'entendais pas, je
16 n'entendais pas la question posée par le juge Ibáñez, parce que je n'entendais pas. Je
17 n'ai pas entendu pendant au moins huit minutes, donc, je n'ai pas entendu la
18 dernière partie de la présentation de M^e Knoops et je n'ai pas non plus entendu la
19 question posée par M^{me} le juge Ibáñez, mais, maintenant, ça marche, apparemment.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:25:15] Un instant, s'il
21 vous plaît.

22 (*Discussion entre les juges sur le siège*)

23 M^{me} le juge Ibáñez va résumer sa question.

24 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [12:25:36] Merci. Je suis
25 désolée de ces difficultés techniques.

26 Pour résumer ma première question, il s'agit du principe de légalité comme source
27 obligatoire de droit dans le cadre statutaire du Statut de Rome, *lex specialis*. Cela
28 signifie que toutes les dispositions de fond doivent être notifiées aux parties et aux

1 participants pour qu'il y ait équité pour tout le monde. Ce principe de droits de
2 l'homme, c'est une garantie de la bonne administration de la justice, c'est un principe
3 qui est repris dans un certain nombre de traités ou de dispositions en matière de
4 droits de l'homme internationaux.

5 Si l'on prend en compte le caractère obligatoire de ce principe de légalité, les
6 questions que je pose sont les suivantes :

7 a) Est-ce que les procédures menées en... au procès et les acquittements prononcés
8 par la majorité de la Chambre de première instance ont respecté ce principe de
9 légalité étant donné que ni le Statut ni le Règlement ne font mention de cette
10 procédure en insuffisance de moyens à charge et de la norme de la preuve à
11 administrer pour cette procédure ?

12 b) Conformément à ce principe de légalité — « l'article » 21 et 22 —, est-ce que la
13 jurisprudence des tribunaux ad hoc en matière de procédure en insuffisance de
14 moyens à preuve... à charge — pardon —, est-ce qu'il ne faudrait pas préférer ces
15 procédures aux dispositions publiées précédemment dans le cadre du Statut, c'est-à-
16 dire un acquittement au... prononcé en vertu de l'article 74 et la norme de la preuve
17 article 66-3 du Statut ?

18 c) Même si l'on prend en compte la jurisprudence de cette Cour, est-ce que les juges
19 peuvent invoquer leur pouvoir discrétionnaire à acquitter d'une autre manière que
20 ce qui est disposé par l'article 74 et 66-3 du Statut ?

21 d) Est-ce que cette procédure est tout aussi équitable pour l'accusé et pour les
22 victimes de (*sic*) l'Accusation ?

23 Voilà, donc, ma série de questions.

24 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:28:26] Merci, Madame le
25 juge Ibáñez. Ces questions s'adressaient aux conseils ; oui ?

26 Qui souhaiterait répondre ?

27 Voilà, on va procéder comme si... oui, j'allais commencer par M^{me} Brady. Procédons
28 dans l'ordre, puisque les questions sont adressées à tous les conseils.

1 M^{me} Brady et puis, ensuite, le représentant... les représentants légaux des victimes, la
2 représentation de M. Gbagbo, puis de M. Blé Goudé.
3 M^{me} BRADY (interprétation) : [12:29:10] Merci.
4 Pour répondre à cette question précise, M. Gallmetzer va répondre dans un premier
5 temps, ensuite Narayanan (*sic*) et puis moi-même.
6 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:29:28] Monsieur
7 Gallmetzer.
8 M. GALLMETZER (interprétation) : [12:29:30] Merci.
9 Notre position est la suivante : le principe de légalité, effectivement, est un principe
10 fondamental qui s'applique dans tous les cas et à tous les stades de la procédure.
11 J'en arrive, maintenant, à la question a) du juge Ibáñez.
12 La Chambre de première instance n'a pas respecté ce principe. Elle n'a pas respecté
13 le principe du point de vue de la procédure et du point de vue du fond.
14 Du point de vue de la procédure, bien entendu, nous avons déclaré que la Chambre
15 disposait du pouvoir discrétionnaire de mener les débats, et nous avons été très
16 précis en répondant à la question a) de votre liste. Nous avons déclaré que, au titre
17 de l'article 64 et différentes dispositions, que la Chambre avait la possibilité
18 d'organiser ses débats à condition qu'elle le fasse sans retard excessif. Donc, la
19 Chambre peut entendre une requête en insuffisance de moyens à charge, mais
20 s'agissant de la décision à prendre à la suite de cette requête, si une Chambre décide
21 d'acquitter l'accusé, alors, la procédure qui doit être suivie, c'est la procédure
22 obligatoire qui est expressément citée dans le Statut, c'est-à-dire l'article 74. Il n'y a
23 pas de pouvoir discrétionnaire à cet égard, pas d'autre procédure. Et appliquer le
24 principe de légalité, c'est la seule manière, pour la Chambre, de prononcer une
25 décision de... d'acquiescement, acquiescement final, article 74, et il faut respecter toutes
26 les prescriptions visées à l'article 74 paragraphe 5.
27 Petit b)... Question b, « l'article » 21 et 22, y compris la jurisprudence du TPIY et les
28 lignes directrices en matière d'interprétation. Eh bien, d'abord, la base juridique

1 d'une décision en acquittement, article 74 : la Chambre peut être guidée sur la
2 manière d'interpréter l'article 74, mais elle n'a absolument pas la possibilité
3 d'identifier une autre base et de ne pas appliquer toutes les garanties, toutes les
4 dispositions. Donc, c'est article 74. On ne peut pas se baser sur une base juridique
5 inexistante.

6 La jurisprudence du TPIY, dans la mesure où l'on l'utilise comme ligne directrice, va
7 dans notre sens, c'est-à-dire qu'une décision finale d'acquittement... un arrêt en
8 acquittement a toutes... tous les effets substantiels de l'article 74, si on applique
9 l'article 74 de nos textes.

10 Je crois que j'ai déjà répondu à la question c). L'article 74 est, à notre avis, la seule
11 base juridique possible à appliquer pour prononcer un... une décision article 74 et la
12 Chambre a commis une erreur en ne respectant pas cette disposition et les
13 prescriptions article 74 paragraphe 5, et le processus — et je... je... j'en arrive à la
14 question d) — est tout aussi équitable pour toutes les parties.

15 La Défense regrette que si la Chambre... un instant... si l'Accusation a un droit direct
16 à interjeter appel, eh bien, cela crée l'inégalité des armes ; ce qui n'est pas vrai parce
17 que l'Accusation peut faire un appel direct parce qu'il s'agit d'une décision finale. Si
18 la Chambre rejette une requête en insuffisance de moyens à charge, c'est une
19 décision interlocutoire et la procédure continue, mais la Chambre continue, donc,
20 le... le procès et, ensuite, prononce une décision finale de... d'inculpation ou
21 d'acquittement. Et la Défense peut faire appel, de la même manière, de cette
22 décision. Donc, il n'y a pas d'inégalité des armes. C'est équitable pour toutes les
23 parties et les participants.

24 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:34:44] Merci.

25 Madame Narayanan, je vous en prie.

26 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [12:35:05] Vous avez la parole, maintenant.

27 M^{me} NARAYANAN (interprétation) : [12:35:07] Merci beaucoup, merci beaucoup.

28 Excusez-moi, j'avais un petit problème technique.

1 Madame la juge Ibáñez, je vous remercie de nous avoir posé ces questions. Et je
2 voudrais ajouter ou compléter l'intervention de M. Gallmetzer, et je pense au second
3 moyen d'appel. Car nous pensons que ce que vous avez dit à propos de la
4 prévisibilité nécessaire, eh bien, c'est justement là où le bât blesse pour la Majorité
5 parce que la norme de la preuve pour... dans une requête pour insuffisance de
6 moyens à charge est nécessaire, et c'est... c'était quand même assez nouveau, et cela
7 reste nouveau. Et contrairement à ce qu'a dit la Défense, il s'agit d'un sujet
8 extrêmement complexe. Alors, bien entendu qu'il s'agit d'une question d'équité et de
9 bonne administration de la justice, donc, votre... vos questions vont au cœur du
10 débat, mais permettez-moi de vous dire également que cela porte également sur la
11 façon dont la preuve a été traitée dans cette affaire. Il s'agissait d'un ensemble
12 d'éléments de preuve. Les charges étaient très, très graves, et ces charges doivent
13 être traitées de façon juste, équitable et avec prévisibilité.

14 Merci beaucoup.

15 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:36:27] Maître Massidda,
16 vous avez la parole, maintenant.

17 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:36:29] Merci beaucoup, Monsieur le juge
18 Président. Merci à M^{me} la juge Ibáñez.

19 Je dois vous dire que j'ai... je vais présenter un point de vue légèrement différent. Je
20 suis absolument d'accord avec ce que M. Gallmetzer vient de dire, mais je voudrais
21 souligner quelque chose pour ce qui est du principe de la légalité, du principe de
22 la... de l'incertitude dans une requête pour insuffisance des moyens à charge.

23 Alors, lorsque... Alors, bien entendu, il y a le pouvoir discrétionnaire, cela a été dit à
24 plusieurs reprises, lorsqu'il s'agit d'une requête pour insuffisance de moyens à
25 charge. Toutefois, lorsque vous avez ce type de requête pour insuffisance de moyens
26 à charge, et je vais citer, je vais citer le jugement *Ntaganda*, 5 septembre 2017,
27 paragraphes 43 et 44, décision 2026 de la Chambre d'appel : « Dans une... Dans une
28 telle procédure, le pouvoir discrétionnaire doit être exercé suivant les différents

1 cas — et je cite « de façon à ce que l'équité du procès soit respectée, le procès puisse
2 être conduit de façon... avec célérité conformément à l'article 68-2 (*sic*) du Statut » —
3 fin de la citation. C'est une citation qui réitère le même raisonnement de la
4 décision n° 5 dans l'affaire *Ruto Sang* du 3 juin 2014, paragraphe 68 (*sic*) —
5 décision 1334.

6 Dans notre affaire, la majorité n'a pas fait cela, justement. La procédure n'a jamais
7 été juste de façon inhérente et elle n'a pas contribué à... au caractère équitable du
8 procès, et elle a également été extrêmement longue, cette procédure pour
9 insuffisance de moyens à charge.

10 Ceci étant dit, à partir du moment où le résultat de ce type de procédure aboutit à
11 un... ou est un acquittement, ce que nous disons, c'est que les dispositions qui
12 doivent être appliquées sont les dispositions du paragraphe 5 de l'article 74. Le
13 paragraphe 5 de l'article 74, comme l'a dit à juste titre la M^{me} juge Ibáñez, doit être
14 interprété avec l'article 21-3 du Statut, à savoir d'une façon à ce que l'on respecte le
15 droit humanitaire international. Donc, l'article 21-3, et je... et je n'oublie pas non plus
16 la pratique du TPIY, qui pourrait... qui pourrait être un outil utile pour la Chambre.
17 Au cas où il n'y a pas de disposition dans le Statut de Rome, alors, la jurisprudence
18 des autres tribunaux ou de la Cour européenne des droits de l'homme ou de la Cour
19 interaméricaine des droits de l'homme ou d'autres tribunaux internationaux peut
20 être utile aux différentes Chambres ou à la Chambre lorsqu'elles souhaitent
21 interpréter les dispositions du Statut de Rome et les dispositions d'autres textes.

22 Et puis, en dernier lieu, je pense que j'ai souligné à maintes reprises, lors de mon
23 intervention, comment, pendant toute la procédure, il y a eu manque d'équité. Et je
24 répète ce que j'ai déjà énoncé hier : la procédure doit être juste pour toutes les parties
25 et tous les participants, et cela est une réponse à ma dernière... à votre dernière
26 question. Donc, cela doit être équitable pour la Défense, l'Accusation et les victimes
27 également. Et comme je l'ai dit dans mes écritures, les victimes ont eu le sentiment et
28 continuent à avoir le sentiment que, dans une certaine mesure, il n'y a pas eu équité

1 dans cette procédure.

2 J'espère avoir répondu à vos questions, Madame le juge ; et si tel n'est pas le cas, je
3 suis tout à fait en mesure d'étoffer mon propos.

4 Je vous remercie.

5 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:41:09] Maître Massidda,
6 Maître Massidda, restez avec nous, puisque vous avez la parole. Et avant que je ne
7 donne la parole au conseil de M. Blé Goudé, vous dites que vous êtes d'accord avec
8 ce qu'a dit M. Gallmetzer et puis, ensuite, vous avez ajouté autre chose, vous avez
9 complété. Donc, vous avez complété ce qu'avait dit M. Gallmetzer, mais
10 M. Gallmetzer, en fait, nous a dit que lorsqu'il y a une procédure pour insuffisance
11 de moyens à charge, cette procédure est envisagée par le Statut de Rome. Enfin, c'est
12 ainsi que j'ai compris ses propos dans le contexte de ce qu'a dit l'Accusation avec...
13 Bon, il a été dit que l'article 74-5 n'avait pas été respecté.

14 Alors, est-ce que vous êtes d'accord avec cela ?

15 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:42:27] Si j'ai bien compris ce que vous
16 souhaitez dire, Monsieur le Président, il s'agit plutôt d'envisager la possibilité, dans
17 le cadre du Statut de Rome, qui envisage d'accueillir une procédure pour
18 insuffisance de moyens à charge.

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:42:42] Oui.

20 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:42:43] Nous avons toujours dit qu'il n'existait
21 pas de disposition. Et, d'ailleurs, cela me ramène à l'observation faite par M^e Jacobs,
22 hier, au sujet du premier moyen d'appel et de ce que nous, nous avons dit. Nous
23 avons dit qu'il n'existe pas de disposition intitulée « Procédure en cas de requête
24 pour insuffisance de moyens à charge » ; ça n'existe pas dans le Statut de Rome. Je
25 pense que nous pouvons quand même tous marquer notre accord avec cela. Mais
26 cela ne signifie pas pour autant qu'une procédure... qu'une telle procédure ne peut
27 pas être accueillie et ne peut pas être prise en considération. Mais nous pensons que
28 ce type de procédure peut seulement être accueillie dans des circonstances

1 absolument exceptionnelles. Et nous avons également indiqué, lors de nos
2 observations, que dans ce cas précis, dans ce cas de figure, il n'a pas été indiqué
3 quelles étaient les circonstances absolument exceptionnelles qui auraient pu
4 autoriser ou justifier que l'on accueille une procédure pour insuffisance de moyens à
5 charge.

6 C'était notre point de vue, cela reste notre point de vue au sujet, donc, de l'accueil
7 d'une procédure « requête pour insuffisance de moyens à charge ».

8 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:44:08] J'étais justement
9 en train de lire vos réponses écrites. Vous dites, au paragraphe 3... au paragraphe 3,
10 que les victimes ont constamment indiqué qu'une telle procédure aurait... pourrait
11 potentiellement léser les intérêts de... des victimes qui souhaitent que justice soit
12 rendue. Vous dites : « Les victimes ont constamment indiqué ».

13 Donc, peut-on dire qu'il n'y a que deux situations, deux affaires pour lesquelles il y a
14 eu procédure pour insuffisance de moyens à charge ?

15 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:45:07] C'est exact.

16 Je faisais référence à la discussion de ces questions non seulement dans les deux
17 affaires, mais également dans les autres affaires devant la Cour où la Défense a,
18 justement, essayé d'activer une requête pour insuffisance de moyens à charge, et la
19 Chambre de première instance n'a pas accueilli les requêtes. Et il s'agit de l'affaire
20 *Ongwen* et de l'affaire *Ntaganda*.

21 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:45:39] Je vous remercie
22 beaucoup.

23 Oui, mais dans l'affaire *Ruto*, par exemple, le conseil pour les victimes s'était rallié à
24 l'idée d'une procédure pour insuffisance de moyens à charge ; vous le reconnaissez,
25 cela ?

26 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:45:56] Je le sais, cela, Monsieur le Président. Je
27 connais parfaitement le contexte de... D'ailleurs, on lui avait conseillé de ne pas le
28 faire, mais, bien entendu, les représentants légaux des victimes sont tout à fait

1 autorisés à accepter ou non les conseils. Et, nous nous sommes toujours opposés à la
2 procédure.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:46:20] Oui, mais, vous
4 voyez, je ne sais pas si cela est très juste, ce que vous venez de dire à l'égard de ce
5 conseil. Bon, c'était un homme, d'ailleurs, mais c'est le paragraphe 9 de la
6 décision n° 5 dans l'affaire *Ruto* qui est « intéressante ». Alors, peut-être que... Bon, je
7 cite : « Le représentant légal des victimes a admis qu'une requête pour insuffisance
8 de moyens à charge devrait être autorisée par la Chambre. Il indique que ce qui a été
9 dit au sujet de cette motion est compatible avec le fait qu'il faut continuer à analyser
10 l'évolution de la situation et que, sur la base des éléments de preuve, à la fin de la
11 présentation des moyens à charge, la question pourra être posée. De façon plus
12 générale, le représentant légal des victimes reconnaît que cette pratique est tout à fait
13 compatible avec le droit à avoir un procès équitable et avec la procédure qui a été
14 adoptée par les tribunaux ad hoc ainsi que par les tribunaux du Kenya. Il indique
15 que les victimes seront peut-être conscientes des pratiques. » Fin de la citation.

16 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [12:47:57] Dont l'interprète n'avait pas le
17 texte.

18 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:48:03] (*Fin de*
19 *l'intervention non interprétée*)

20 M^{me} MASSIDDA (interprétation) : [12:48:06] Monsieur le Président, si vous m'y
21 autorisez, je vous dirais qu'il n'y a pas forcément une contradiction entre ce qui a été
22 dit dans l'affaire *Ruto* et ce que nous disons maintenant, parce que,
23 fondamentalement, lorsque vous avez une requête... Bien entendu qu'une requête
24 pour insuffisance de moyens à charge est autorisée, il y a déjà une pratique en la
25 matière, mais le fait est que ce type de requête peut être autorisé dans certaines
26 conditions. Et lorsque vous avez une requête et une procédure pour insuffisance de
27 moyens à charge, cela est équitable si certaines règles, si certains garde-fous sont
28 connus et suivis, si, depuis le début de la... et cela depuis le début de la discussion au

1 sujet de la procédure. Et, à notre avis, ce n'est justement pas ce qui s'est passé, en
2 l'espèce.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:49:05] Je vous remercie.

4 Et je pense que M^{me} la juge Ibáñez a une autre question à vous poser.

5 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [12:49:12] Ce n'est pas tant
6 une question. Merci, Monsieur le Président. Je voulais juste vous remercier de
7 m'avoir posé cette question de suivi, mais je pense que les questions... qu'il y a eu
8 modification de ma question, parce que, moi, j'avais posé une question... parce que
9 j'avais posé une question au sujet du principe de la légalité et du respect de ce
10 principe non seulement lorsqu'on accueille une requête pour insuffisance de moyens
11 à charge, mais par rapport à la norme de la preuve et à toute la procédure. Donc,
12 j'aimerais que les parties puissent répondre à cette question.

13 Et je vous remercie beaucoup.

14 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:49:54] Merci. Madame le
15 juge Ibáñez ? Oui ?

16 Nous allons poursuivre.

17 Maître Altit ? Maître Altit ? Vous avez la parole.

18 M^e ALTIT : [12:50:10] Merci, Monsieur le Président.

19 Monsieur le Président, c'est le professeur Jacobs qui va répondre à la très importante
20 question posée par le juge Ibáñez et qui va poursuivre ce qu'il avait commencé à
21 dire. Dans son exposé, il avait commencé à répondre à cette question.

22 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:50:40] Maître Jacobs,
23 alors, c'est à vous.

24 M. JACOBS : [12:50:44] Merci, Monsieur le Président, et merci à la juge Carranza
25 pour ses très importantes questions.

26 Par rapport au principe de légalité, je vais essayer de répondre brièvement en trois
27 points.

28 Premièrement, comme j'ai commencé à l'expliquer ou j'ai résumé dans ma

1 présentation, le principe de légalité a été respecté parce qu'une procédure tout à fait
2 normale a été suivie. Il y a eu un débat contradictoire entre les parties et les
3 participants, tant par écrit que lors de l'audience de *no case to answer*, sur le standard
4 de preuve, et ce débat a été tranché dans une décision. Ce qui est la procédure
5 normale. Et, d'ailleurs, le Procureur ne peut présenter d'exemple contraire issu de la
6 jurisprudence.

7 Il faut tout de même rappeler, encore une fois, ce que le Procureur essaie de faire
8 oublier tout au long de cette procédure d'appel, c'est que ce n'est pas parce qu'il y a
9 débat qu'il y a incertitude. Au moment où la discussion s'engageait sur le standard
10 de preuve dans notre affaire, il existait un précédent, celui de l'affaire *Ruto* où,
11 comme je l'ai rappelé, les juges ont clairement expliqué quel standard de preuve il
12 était correct d'appliquer à un *no case to answer*, un standard de preuve qui s'intéresse
13 à la solidité de la preuve du Procureur. Et ce standard existait. Et, d'ailleurs, le
14 Procureur lui-même concède que c'est le standard qui a été globalement retenu par
15 les juges de la Majorité et ne le remet pas en cause dans le jugement de juillet 2019.

16 Le fait que le Procureur ait tenté, à toute force, tout au long de la procédure,
17 d'imposer un autre standard qui n'avait jamais été appliqué à la CPI ne veut pas dire
18 qu'il y a incertitude. Donc, ça, c'est mon premier point.

19 Le second point revient au droit applicable. Et là, encore une fois, je pense que le
20 principe de légalité a été respecté. Comme nous l'avons dit plus tôt, la
21 question...puisque le *no case to answer* n'existe pas dans le Statut de Rome, la
22 question est de savoir quelle disposition dans le Statut de Rome pourrait inspirer les
23 juges dans le rendu d'une décision et dans la conduite de la procédure. Donc, ce
24 n'est pas la question de savoir si 74-5 ou 81 seraient strictement applicables, mais
25 quel principe de l'esprit du Statut de Rome seraient... pourrait inspirer les juges. Et
26 ici, au-delà de la discussion théorique de savoir si 74-5 s'applique ou non, on peut
27 constater que son esprit a été respecté et que le Procureur est en mal de démontrer
28 un réel problème.

1 Nous avons une décision publique, en janvier 2019, qui a été prise dans le seul but
2 de respecter le droit à la liberté de Laurent Gbagbo. Et j'insiste, on a encore vu dans
3 les réponses, tout à l'heure, le Procureur et la représentante légale des victimes
4 invitent la Chambre à interpréter l'article 74-5 en conformité avec l'article 21-3 du
5 Statut, sauf quand il s'agit de respecter les droits de Laurent Gbagbo.

6 Nous avons une décision motivée, 950 pages de motivations que, encore une fois, le
7 Procureur est incapable de remettre en cause dans ses conclusions générales.

8 Autre point, le Procureur a eu le droit de faire appel dans les conditions normales,
9 puisque les délais pour faire appel ont couru à partir du moment de la notification
10 de la décision.

11 Autre point, la question de... du rendu de la... du contenu de la décision orale qui
12 est, comme nous l'avons rappelé dans notre réponse au mémoire d'appel du
13 Procureur, conforme à la jurisprudence des droits de l'homme, puisqu'elle donne
14 le... la conclusion du dossier, la conclusion de l'affaire par les juges, c'est-à-dire
15 l'acquittement et les raisons simplifiées de cet... de cet acquittement. Il n'y a aucun
16 document auquel le Procureur puisse pointer qui, objectivement, permettrait de dire
17 que les juges ont oublié quelque chose.

18 Donc, on voit bien qu'au-delà de la discussion théorique, l'esprit du Statut de Rome
19 a été, à chaque étape, respecté.

20 Troisième point sur l'iniquité générale.

21 Déjà, il n'y a pas eu — et nous le... nous continuons à l'affirmer — iniquité envers
22 l'acquitté, Laurent Gbagbo, dont la décision d'acquittement de janvier 2019 avait au
23 cœur de sa logique le respect de ses droits. Et je commence par ce point-là, parce que
24 le principe de légalité tel qu'il est formulé dans le Statut — et il suffit de lire les
25 articles 22, 23 et 24 — est formulé comme un droit de l'accusé, un droit de la
26 personne poursuivie. C'est ce qui ressort aussi de la jurisprudence des droits de
27 l'homme. C'est un droit de la personne poursuivie, en premier lieu et avant tout.

28 Il n'y a pas eu plus d'équité... d'iniquité pour le Procureur. Comme nous l'avons

1 rappelé tout à l'heure, le Procureur a pu présenter sa preuve librement pendant le
2 procès et le Procureur a pu défendre son dossier comme il l'entendait pendant la
3 procédure de *no case to answer* — nul préjudice subi par le Procureur. Il est incapable
4 de le démontrer. Donc, il n'y a pas iniquité.

5 Il n'y a pas plus iniquité pour les victimes représentées ici, qui ont pu exprimer leurs
6 vues et préoccupations comme le prévoit le Statut, tout au long du procès comme
7 pendant la procédure de *no case to answer*.

8 Et je... je ne reviens pas dessus, puisque nous en avons parlé dans nos soumissions,
9 ce sont les choix de la représentante légale des victimes, par exemple, de ne pas
10 appeler de témoins, de ne pas exercer les droits qu'elle avait ; ce n'est pas la faute
11 des juges.

12 Et un dernier point, Monsieur le Président, Madame la juge Carranza, je note que la
13 représentante légale des victimes revient, encore une fois, sur cette idée — qui
14 dépasse le cadre de l'appel — de l'iniquité générale de la procédure, dont j'ai déjà dit
15 un mot hier, qui n'est fondée sur rien. Et surtout, elle ne s'est pas plainte de cette
16 procédure pendant la conduite du procès, pas une seule fois, allant parfois dans le
17 sens des juges, par exemple sur l'admission des déclarations antérieures, pour,
18 aujourd'hui... se plaindre, aujourd'hui, d'avoir adopté une telle procédure.
19 Comment ne pas penser que ces plaintes d'aujourd'hui, cette remise en cause de
20 l'intégrité des juges sur tout le procès n'est due qu'à une seule chose, au final : qu'il y
21 ait eu un acquittement, comme si elle avait un droit à une condamnation. Une telle
22 remise en cause de l'intégralité du procès sur cette base n'est pas acceptable.

23 Merci.

24 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [12:59:41] Merci.

25 Maître Knoops, nous allons faire notre pause et vous prendrez la parole lorsque
26 nous reviendrons en audience.

27 Nous levons la séance.

28 M^{me} LA GREFFIÈRE : [13:00:19] Veuillez vous lever.

1 (L'audience est suspendue à 13 h 00)

2 (L'audience est reprise à 13 h 52)

3 M^{me} LA GREFFIÈRE : [13:53:23] Veuillez vous lever.

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [13:53:34] Maître Knoops,
5 pourriez-vous être bref ? Et n'hésitez pas, si quelqu'un d'autre a déjà répondu ce que
6 vous allez répondre, n'hésitez pas à le dire. Et soyez bref.

7 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [13:53:54] C'est juste pour
8 vous rappeler que ma question porte sur le principe de la légalité.

9 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [13:54:07] L'interprète signale qu'elle
10 entend extrêmement mal la juge Ibáñez.

11 M^e KNOOPS (interprétation) : [13:54:16] Merci, Monsieur le Président et merci,
12 Madame la juge Ibáñez, de nous avoir posé cette question.

13 Écoutez, je pense que cela ne fait l'objet d'aucun contentieux que de dire que la
14 procédure pour insuffisance de moyens à charge n'est ni... une procédure qui n'est ni
15 inéquitable et qui ne viole pas non plus le principe de la légalité, même si le Statut de
16 Rome ne régit pas cette procédure. Mais je me hasarde à vous dire, Madame la juge,
17 que ce ne serait pas juste, pour un accusé, cela irait même à l'encontre des droits de
18 l'homme, si l'accusé devait faire l'objet d'un procès et n'avait pas le droit de
19 répondre, lorsque la preuve dans sa globalité ne satisfait pas au seuil requis pour les
20 éléments de preuve.

21 Deuxièmement et... c'est une intuition que j'ai, j'ai l'impression que cela a un lien
22 inhérent avec le système de la CPI. La légalité commence avec la construction, en
23 quelque sorte, d'un système juridique. Le système de la CPI est un système hybride,
24 certes, de par sa nature, et il est indéniable que le principe de la légalité en tant que
25 tel est enfreint, parce que cela est inévitable. Si vous avez un système... vous avez les
26 deux systèmes, inquisitoire et accusatoire, et vous créez des chambres de première
27 instance sur la base de ces deux systèmes, donc la question fondamentale — et je
28 pense que c'est cela, votre question, Madame la juge Ibáñez —, c'est : est-ce que la

1 légalité ne commence pas avec la façon dont le système a été échafaudé ? Si, par
2 exemple, chaque chambre de la CPI peut déterminer si elle va autoriser la
3 préparation des témoins, elle peut décider si elle va avoir le régime de la
4 présentation des preuves, ou de l'origine de la recevabilité et de l'admission des
5 documents. Et chaque Chambre peut définir la façon dont les questions seront
6 posées, qu'il s'agisse, donc, de la partie qui convoque le témoin ou de la partie qui ne
7 la convoque pas. Si vous comparez cela... si vous comparez la règle 85 à la règle...
8 ou... à la règle 98 (*sic*) du TPIY et du TPIR, et vous comparez ces règles à l'article 64
9 du Statut de Rome, vous verrez que tous ces éléments ne sont ni définis dans le
10 Statut ni dans le Règlement de procédure et de preuve. Et c'est là que commence le
11 principe de légalité, s'il n'y a pas légalité sur ces principes, vous pouvez mettre en
12 cause la légalité de l'ensemble du système.

13 Mais je continue, néanmoins, à croire que, en dépit du fait que le système de la CPI
14 est un système hybride, il ne peut pas respecter strictement le principe de légalité de
15 ce fait.

16 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [13:58:13] (*Intervention*
17 *inaudible*)

18 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [13:58:14] La juge Ibáñez s'exprime sans
19 micro. L'interprète n'entend pas la juge Ibáñez, qui pose une question.

20 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [13:58:25] Excusez-moi.
21 Excusez-moi.

22 Est-ce que vous êtes en train de nous dire que l'article 64 du Statut va à l'encontre du
23 principe de légalité ? Est-ce que je vous ai bien compris ou est-ce que je ne vous ai
24 pas compris du tout ?

25 M^e KNOOPS (interprétation) : [13:58:39] Merci, Madame la juge.

26 Il se peut que je ne me sois pas exprimé de façon très exacte ou très juste. Ce que je
27 disais, c'est que l'article 64 du Statut donne aux chambres de première instance un
28 pouvoir discrétionnaire très large pour déterminer la conduite pendant la procédure.

1 Donc, en amont de votre question, au niveau... au sujet du principe de légalité, la
2 procédure en insuffisance de moyens à charge, est-ce qu'il y a légalité, est-ce que
3 c'est un système juste, équitable, en amont de cette question que vous venez de
4 poser, je pense qu'il faudrait peut-être réfléchir à la façon dont le système de la CPI a
5 été construit.

6 Et ce système ne respecte pas absolument tous les principes de légalité. Mon client
7 ici, qui se trouve à mes côtés, M. Charles Blé Goudé, fait l'objet d'une procédure qui
8 est différente de la procédure qui sera retenue pour un autre accusé dans cette Cour
9 tout simplement parce que les chambres ne sont pas unanimes pour ce qui est de
10 l'autorisation de la préparation des témoins, pour ce qui est du système de
11 présentation des documents par opposition au système d'admission des documents,
12 de versement au dossier des documents, pour ce qui est de la façon dont les
13 questions sont posées. Donc, il s'agit des principes... de principes de base. Il n'y a pas
14 d'unanimité au sein de cette Cour, parce que cela n'est pas régi par le Statut de
15 Rome. Et les chambres ont des interprétations différentes parce que les juges
16 viennent de pays différents.

17 Donc, à la base de ce système, *ab initio*, un accusé n'aura jamais légalité parce que son
18 procès pourra être conduit de façon très différente d'un autre procès pour un autre
19 accusé. C'est ça que je voulais vous dire, Madame la juge. (*Suite de l'intervention non*
20 *interprétée*)

21 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [14:00:44] Le micro de M^e Knoops a cessé de
22 fonctionner. L'interprète n'entend plus M^e Knoops.

23 M^{me} LA GREFFIÈRE (interprétation) : [14:00:51] Excusez-moi, il faut que vous
24 rebranchiez votre microphone.

25 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:01:00] C'est fait.

26 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [14:01:10] La juge Ibáñez que l'interprète
27 entend très mal.

28 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [14:01:13] Alors, il y a ce

1 pouvoir discrétionnaire qui est conféré aux juges par l'article 64. Est-ce que vous
2 êtes en train de nous dire que cela leur permet d'interpréter le droit, et ce à
3 l'encontre des dispositions écrites du Statut de Rome ? C'est ce que vous êtes en train
4 de nous dire ? Que cette disposition permet aux juges de ne pas respecter les normes
5 écrites par... dans le Statut de Rome ? Est-ce que vous pourriez préciser votre pensée,
6 Maître, s'il vous plaît ?

7 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:01:43] Merci. Non, non, Madame la juge Ibáñez, ce
8 n'est pas du tout ce que je dis.

9 Ce que je dis, c'est que lorsqu'on commence à ouvrir la boîte de Pandore, en se... en
10 réfléchissant à la légalité par rapport aux procédures pour... relatives aux requêtes
11 pour insuffisance de moyens à charge, et nous nous interrogeons... et que nous nous
12 demandons si les normes appliquées par les Chambres sont des normes légales ou
13 pas, équitables ou pas, nous abordons la base, le fond... la base fondamentale pour
14 cette Cour. Mais étant donné les formules... le libellé de l'article 64, les Chambres
15 doivent interpréter le Statut.

16 Mais si vous prenez le point de vue de l'accusé, tel... un accusé tel que M. Charles Blé
17 Goudé, bon, il a fait l'objet d'un procès avec certaines procédures et, pourtant, une
18 autre Chambre de première instance aura une procédure différente pour ce qui est
19 de la préparation des témoins, pour ce qui est du régime d'admission en recevabilité
20 des documents par opposition à la présentation des documents. Donc, là, je... c'est là
21 que je pense que la discussion devrait être amorcée.

22 Et je pense que si nous... nous allons critiquer la procédure requête pour insuffisance
23 de moyens à charge parce qu'elle ne figure pas dans le Statut et qu'il y a des normes
24 différentes qui sont appliquées, ce n'est pas équitable parce que cette procédure, elle
25 s'inscrit dans un système qui, depuis le début — et là je prends le point de vue d'un
26 accusé —, ne respecte pas la légalité.

27 Et puis en dernier lieu, et permettez-moi de compléter ma réponse aux questions que
28 vous nous avez posées, Madame la juge Ibáñez, je continue à croire...

1 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [14:03:54] Un petit moment, je
2 vous prie. J'aimerais obtenir une précision au sujet de la dernière partie de votre
3 réponse.

4 Est-ce que vous êtes en train de mettre... de nous dire que la préparation des témoins
5 constitue la même chose que les questions fondamentales qu'il faut se poser dans le
6 cadre d'une procédure de... pour insuffisance de moyens à charge, qui... qui peut
7 aboutir à un acquittement ? Est-ce que vous êtes en train de faire une équation entre
8 la préparation des témoins et cette procédure qui, parfois, permet d'aboutir à la fin
9 d'un procès ?

10 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:04:34] Question fort intéressante.

11 Alors, cela aura peut-être... donnera peut-être l'impression d'être une question
12 secondaire par rapport au principe fondamental de la légalité d'un procès, et
13 pourtant, je me hasarde à vous dire que la façon dont les témoins sont préparés ou
14 non, la façon dont les témoins... la façon dont on pose des questions à des témoins,
15 cela peut avoir un caractère décisif pour l'issue d'un procès.

16 C'est justement, d'ailleurs, quelque chose qui est mentionné par le juge Henderson
17 dans son raisonnement et il explique pourquoi lui et M. Tarfusser n'ont pas adopté
18 le modèle *Ruto Sang*, tout simplement parce que les caractéristiques du procès... du
19 procès actuel étaient tout à fait différentes. Je pense au procès de M. Charles Blé
20 Goudé : la façon dont l'Accusation posait des questions aux témoins a été décisive
21 pour l'issue du procès. Et cela est écrit dans les paragraphes 4, 5, 6 et 7 de l'opinion
22 de la majorité.

23 Mais ceci étant dit, en dépit... ou malgré ces remarques très philosophiques en
24 réponse à vos questions, Madame la juge Ibáñez, je continue à croire que, du point
25 de vue de la procédure et pour ce qui est du fond, la procédure qui a abouti à
26 l'acquittement a été une procédure qui a respecté la légalité compte tenu des
27 paramètres du système hybride de cette Cour.

28 Et du point de vue de la procédure, à partir du mois de juin 2018, lorsque la

1 Chambre, à l'unanimité, a marqué son accord pour autoriser cette procédure, à partir
2 de ce moment-là, il a été clair comme de l'eau de roche que nous allions, donc, avoir
3 cette procédure et qu'il y avait un problème au niveau de la preuve.
4 Mais, nous, nous n'avons jamais demandé de précision au sujet de la norme, nous
5 savions très bien quel était notre travail dans le cadre de cette procédure, ce qui fait
6 que l'Accusation savait pertinemment quels étaient les critères qu'il fallait qu'ils
7 respectent pour étayer une déclaration de culpabilité et pour que le procès continue.
8 Donc, pour conclure, la légalité, certes, c'est crucial, c'est essentiel, c'est primordial,
9 mais il faut, ceci étant dit, prendre en considération la globalité du système. Et cette
10 procédure, elle émane, elle découle d'un système pénal qui commence avec un
11 Règlement de procédure et de preuve, avec une conduite pendant le procès, et,
12 deuxièmement la... je pense à la procédure compte tenu des paramètres de ce
13 système hybride doit... respecte effectivement le principe de légalité et le principe
14 d'équité.

15 Merci.

16 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [14:07:29] (*Intervention*
17 *inaudible*)

18 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [14:07:36] L'interprète signale que la juge
19 Ibáñez parle sans micro.

20 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [14:07:45] Je vais poursuivre,
21 et c'est une question que j'adresse à M. le professeur Jacobs et j'aimerais obtenir des
22 réponses concrètes.

23 Premièrement, pour ce qui est de l'inspiration, dans le Statut de Rome, parce qu'il a
24 été dit — et le professeur Jacobs l'a dit hier — que les juges ne... n'avaient pas à
25 trouver la procédure dans les dispositions du Statut de Rome, ne la trouvaient pas,
26 mais — et je cite : « qu'il n'était que naturel que les juges cherchent l'inspiration au
27 cas par cas, à partir des dispositions du Statut dont la teneur peut les aider et les
28 orienter pendant toute la procédure. » — page 38, lignes 20 à 22 du compte rendu

1 d'audience d'hier.

2 Je constate que l'article 21-1 du Statut dispose très clairement quelle est la hiérarchie
3 pour les sources juridiques. Et je n'ai pas besoin de le répéter. Mais au sujet de cet
4 article, justement, est-ce que l'inspiration est une source valable pour mettre un
5 terme à une procédure, est-ce que cette inspiration pour l'emporter sur une
6 interprétation stricte et littérale « de l' » article 74 et 66-3 du Statut pour mettre un
7 terme à un procès ?

8 Et la deuxième partie de ma question, que j'adresse à M. le professeur Jacobs, porte
9 sur l'esprit du Statut de Rome par opposition à l'objectif et au but du Statut de
10 Rome. Car hier et aujourd'hui, vous l'avez répété, vous l'avez dit hier — et cela
11 figure au paragraphe 16 de vos écritures, que l'esprit du Statut permet un
12 acquittement suite à une requête pour insuffisance de moyens à charge. Donc,
13 j'aimerais vous demander ce que vous entendez par « l'esprit du Statut de Rome » ?
14 Et est-ce qu'il ne serait pas plutôt exact de faire référence à la Convention de Vienne,
15 le traité... la Loi des traités, article 31-1, qui nous donne l'objectif et le but du Statut
16 de Rome, que l'on retrouve dans l'esprit des traités, et d'ailleurs, cela était expliqué
17 dans le préambule : il est question de mettre un terme à l'impunité pour des crimes
18 odieux.

19 Voilà la question que je souhaiterais vous poser, Maître.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:11:39] Vous avez deux
21 minutes, Maître Jacobs, pour répondre.

22 M. JACOBS : [14:11:48] Merci, Monsieur le Président. Merci, Madame la juge
23 Carranza, pour ces questions auxquelles je vais essayer de répondre rapidement.

24 Premièrement, il est important que le point de départ de la discussion soit que la
25 procédure de *no case to answer* est là pour protéger les droits de la personne
26 poursuivie. C'est une procédure qui a été acceptée dans l'affaire *Ruto*, qui a été
27 reconnue comme applicable dans le... dans le jugement d'appel *Ntaganda*, comme
28 venant protéger l'équité dans la procédure.

1 Donc, le point de départ, c'est que cette procédure est indispensable dans
2 l'architecture de la Cour pour préserver les droits de la personne poursuivie et pour
3 empêcher qu'elle doive présenter un cas lorsque le Procureur lui-même n'a pas
4 présenté de dossier suffisant pour soutenir les charges.

5 Donc, les droits de la personne poursuivie sont au cœur de la discussion.
6 De la même manière que d'autres procédures à la CPI ont été reconnues par les juges
7 sans qu'elles soient explicitement prévues au Statut, comme l'abus de procédure.
8 Partant de là, il faut bien trouver un droit applicable. On ne veut pas simplement
9 affirmer que tel ou tel article serait automatiquement applicable, comme le fait le
10 Procureur. D'où le sens de la logique de ce que nous avons expliqué, c'est qu'à partir
11 du moment où aucune disposition du Statut n'est automatiquement applicable, il
12 faut bien regarder dans le Statut, s'inspirer du Statut, pour voir quelle disposition
13 pourrait s'appliquer. Il ne s'agit pas... Au contraire, il ne s'agit pas de faire échec à
14 l'application du Statut, pour qu'on soit très bien... bien clairs. Il s'agit de rendre
15 opérationnelle la procédure de *no case to answer* telle qu'elle a été reconnue dans
16 d'autres affaires à la Cour comme étant indispensable pour protéger les droits de la
17 personne.

18 D'où l'idée que l'on peut s'inspirer des exigences de l'article 74-5 en termes de
19 motivation et de publicité, qui ont été respectées ici, sans pour autant conclure que
20 l'article 74-5 serait applicable.

21 Enfin — et pour rester court, mais je peux préciser si vous le souhaitez, Madame la
22 juge —, sur la question de l'objet et de la... de l'objet du Statut, la lutte contre
23 l'impunité est un objectif général de la Cour et personne ne peut le nier. Mais la Cour
24 a été mise en place pour que cette lutte soit dans un cadre procédural avec, au cœur
25 de cette procédure, le respect des droits de la personne poursuivie. Et la lutte contre
26 l'impunité ne peut pas être une façon de nier à l'individu le respect de ses droits.
27 C'est un objectif général que nous partageons tous.

28 Mais nous partageons aussi tous l'objectif que la mise en œuvre de cette procédure,

1 dans un système exemplaire, moderne et démocratique, respecte les droits. Et ici,
2 tous les droits, les droits de Laurent Gbagbo ont été au cœur de la procédure, il y a
3 eu aucune iniquité envers le Procureur et la représentante légale des victimes, et
4 justice a été faite.

5 Merci.

6 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:15:32] Nous pouvons
7 donc nous inspirer de dispositions du Statut de Rome, donc se rapprocher de ce qui
8 devrait être appliqué, même... même si la disposition applicable n'a pas été
9 clairement couchée sur le papier. On peut trouver l'inspiration à l'article 74-5, ce qui
10 ne veut pas dire que cet article s'applique nécessairement.

11 Si c'est ce que vous dites, selon quelle disposition devons-nous juger... selon quel
12 principe est-ce que l'on doit rechercher les dispositions qui vont nous aider à
13 appliquer cet article ?

14 Donc il n'y a pas de disposition du Statut de Rome qui ait été violée et... mais si cela
15 avait été le cas, laquelle ? Par exemple, l'affaire *Ruto* et la... la requête en insuffisance
16 de moyens à charge, eh bien, quelle est la disposition qu'il faut regarder si la
17 disposition approximative était l'article 74-5 ? Si... bon, quelle est la disposition qu'il
18 faudrait appliquer pour voir si les juges ont pris leur décision en connaissance de
19 cause ?

20 M. JACOBS : [14:17:45] Merci, Monsieur le Président.

21 La réponse... la réponse simple à cette question, c'est qu'il n'y a pas d'article qui est
22 strictement applicable. Puisque la procédure de *no case to answer* n'est pas
23 explicitement prévue au Statut, on ne peut pas affirmer *ab initio* que tel ou tel article
24 du Statut s'y appliquerait automatiquement. La question est la logique de la
25 procédure. Et...

26 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:18:19] Ne voyez-vous
27 pas la difficulté en cas de... de décision pour une insuffisance de moyens à charge ? Il
28 n'y a pas de disposition qui régisse cela, alors que pour d'autres situations, il existe

1 par contre des dispositions.

2 M. JACOBS : [14:18:47] Merci, Monsieur le Président.

3 Non. Non, non, justement, c'est... j'y venais. L'article 74-5, comme nous l'avons dit,
4 cristallise l'intention des rédacteurs du Statut que certaines exigences, dans le rendu
5 d'une décision, existent, comme la motivation, la publicité, le fait de rendre une
6 décision claire. Et donc, on peut... on peut juger, à l'aune de ces grands principes, de
7 ces principes généraux du droit, quelque part, qui sont prévus à l'article 21,
8 d'ailleurs, du Statut, si la décision rendue à l'issue d'un *no case to answer* suit cette
9 logique, comme toute autre décision.

10 Ça ne rend pas l'article 74-5 automatiquement applicable, mais évidemment, il y a
11 du bon sens dans ces dispositions. Et, pour nous, la question concrète, c'est de
12 vérifier que tout a été respecté, que la logique de la procédure a été respectée et que
13 les exigences en matière de droits de l'homme, et que les rédacteurs du Statut
14 avaient prévues pour le rendu d'une décision, se retrouvent dans la décision qui a
15 été rendue par les juges. Et nous estimons qu'elle l'a été et on peut concrètement le
16 vérifier. De la même manière « qu'il a pu l'être » vérifié, par exemple, dans la
17 décision *Ruto*, qui a été rendue dans les mêmes formes, plus ou moins.

18 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:20:05] Merci.

19 Je m'adresse maintenant à M^e Knoops, toujours sur cette question, mais ça n'est pas
20 exactement la même question, malgré tout.

21 Vous et M. Gallmetzer êtes peut-être partis du même point de départ, même si,
22 clairement, vous n'êtes pas... vous n'avez pas tiré la même conclusion.

23 Maître Knoops, vous avez dit que, dans l'affaire *Ruto Sang*, vous avez cité, je crois,
24 paragraphe 1 des raisons du juge Fremr, et vous avez déclaré que ce paragraphe
25 disait que l'arrêt en cette affaire se fondait sur les articles 64, 66 et 67 du Statut de
26 Rome et non pas sur le 74. Est-ce qu'il y a un autre passage dans l'arrêt *Ruto Sang* qui
27 vous amènerait à dire que l'article 74 ne s'appliquait pas en l'espèce ? À part le
28 paragraphe 1, est-ce qu'il y a un autre passage ? Et je m'adresse également à

1 M. Gallmetzer à cet égard, qui semble avoir suggéré également que l'arrêt *Ruto Sang*
2 ne se fondait pas sur l'article 74-5.
3 Maître Knoops.
4 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:22:10] Merci, Monsieur le Président...
5 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:22:12] Non, non. Je vais
6 vous expliquer pourquoi.
7 Si vous prenez le paragraphe 1 des raisons du juge Fremr, il ne dit pas précisément
8 que l'article 74 ne... ne s'applique pas. Donc, est-ce qu'il y a, dans ce... dans cet arrêt,
9 un autre passage qui vous conduise à dire que l'article 74-5 ne s'appliquait pas en
10 l'espèce ?
11 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:22:45] Merci, Monsieur le Président.
12 Le Juge Fremr, effectivement, ne dit pas que l'article 74-5 n'est pas d'application.
13 Nous avons déduit de... du paragraphe 1 le fait que ne citant pas cet article 74-5,
14 pour l'affaire *Charles Blé Goudé*, et également dans l'avis... dans l'opinion discordante
15 du juge Carbuca Herrera qui... que c'est l'article 66-2 ; c'est celui qui se rapproche le
16 plus lorsqu'on lit le raisonnement du juge Fremr... Fremr — pardon —, qui se
17 rapproche le plus de la nature de ces requêtes en insuffisance de moyens à charge.
18 Dans ces effets, une requête en insuffisance de preuve peut déboucher effectivement
19 sur un acquittement et il faut une norme pour motiver cette décision. On peut même
20 aller plus loin et dire que la nature des procédures doit être régie par le 66... le 66-2,
21 mais la décision couchée sur le papier pourrait se fonder sur le principe de l'article
22 74-5. Je ne dis pas que l'article 74-5 s'applique directement, mais il pourrait
23 s'appliquer au raisonnement et la manière de motiver un acquittement à la suite
24 d'une requête en insuffisance de moyens à charge.
25 Alors, y a-t-il une différence entre l'affaire *Ruto Sang*, les charges ont été annulées, et
26 *Charles Blé Goudé*, il n'y a pas eu d'acquiescement formel, mais une décision qui,
27 substantiellement, s'apparente à un acquiescement ? Il y a eu une différence dans la
28 manière de gérer l'affaire. La... La fin de la procédure... L'issue de la procédure est

1 déterminante pour la suite de la procédure.

2 Il y a de nombreux systèmes juridiques dans le monde où la certification est
3 nécessaire pour les... les insuffisances de moyens à charge, comme en Angleterre et
4 au Pays de Galles. Il y a différentes procédures, donc.

5 Je voudrais vous renvoyer à une dissertation intéressante de M. Dukic — il a
6 défendu sa thèse en 2017. Et dans sa thèse, il explique pourquoi, en cas de requête en
7 insuffisance de moyens à charge, il faudrait exiger la certification si l'on faisait droit
8 à une telle requête. Parce que c'est quand même une remise en cause du principe de
9 double... de double remise en cause.

10 L'acte criminel en... en Angleterre et au Pays de Galles...

11 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [14:26:38] L'avocat cite une jurisprudence
12 que les interprètes n'ont pas sous les yeux.

13 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:26:45] Le Juge Fremr n'a pas exclu l'applicabilité
14 du 74, mais nous déduisons de son raisonnement que c'est l'esprit et la... du 66-2 qui
15 doit s'appliquer. Nous pensons que c'est la bonne base, la bonne norme, c'est la
16 disposition du Statut qui se rapproche le plus de la nature d'une requête en
17 insuffisance de moyens à charge.

18 Et pour revenir à la question de M^{me} le juge Ibáñez...

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:27:25] Avant... Avant
20 d'aller plus loin, la déduction dont vous parliez tout à l'heure, voyons jusqu'où on
21 peut la porter.

22 Si l'on prend le paragraphe 1 du... du raisonnement du juge Fremr, la référence à
23 « l' »article 64, 66 et 67, laissons de côté l'article 64, vous venez d'en parler, 64-2.
24 Laissons de côté cet article et prenons simplement 66 et 77. L'article 66 traite de la
25 présomption d'innocence et l'article 67 du droit de l'accusé. Peut-on dire en toute
26 équité que, dans chaque arrêt ou jugement en acquittement rendu en application de
27 l'article 74-5, ces deux dispositions s'appliqueraient également : la présomption
28 d'innocence et le droit du défendeur ?

1 Vous voyez où je veux en venir ?

2 Supposons que ce soit bien le cas, que faisons-nous de l'article 64 ? Vous en avez

3 parlé. La référence au 64... La référence à l'article 64, c'est simplement une manière

4 de trouver une base dans le Statut pour que toute cette procédure en insuffisance de

5 moyens à charge trouve sa... son origine, trouve une base.

6 Alors, l'article 65 du Statut de Rome qui parle de... du... de la... du plaidoyer de

7 culpabilité. Donc, il faut, bien entendu, que la décision prise respecte aussi les

8 prescriptions de l'article 65.

9 Est-ce que c'est une manière raisonnable de... d'analyser ce que nous dit le

10 raisonnement du juge Fremr au paragraphe 1 ?

11 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:30:13] Oui, effectivement. Je vous répondrais que

12 le... le 74-5 fait référence implicitement au 66-2, parce que, sinon, comment est-ce

13 qu'on peut acquitter à la fin d'un procès sans prendre en compte le 66-2 ? L'article 74,

14 si vous prenez les commentaires faits à ce sujet, y compris le commentaire (*inaudible*)

15 de M. Vassiliev (*phon.*), l'article 74 a été élaboré pour que la totalité de la procédure

16 soit prise en compte.

17 Donc, je proposerais ce qui suit : 74-5 avec 66-2 s'appliquent à des acquittements

18 formels fondés sur le fond des causes de l'Accusation et de la Défense, donc la

19 totalité de la procédure. 66-2, sans 74... 74-5, s'applique aux décisions à mi-parcours,

20 comme les décisions en insuffisance de moyens à charge. 74 paragraphes 1 à 4

21 s'applique à l'ensemble... à un jugement... à une... un procès complet, avec les causes

22 de la Défense et de l'Accusation, donc, une décision sur le fond de l'affaire. Une

23 procédure, donc, à mi-parcours n'est pas couverte par l'article 74 en tant que tel.

24 C'est ce que l'on peut déduire des commentaires qui ont été faits au sujet de la

25 rédaction du Statut.

26 Par conséquent, si l'on cherche des analogies dans... au sein de ce système hybride

27 dont on vient de parler, ce qu'on peut trouver de plus proche d'une base pour une

28 requête en insuffisance de moyens à charge, 74-5, bon, comment est-ce que le juge va

1 rédiger sa décision, mais ça s'applique... ça s'applique, bien entendu, évidemment
2 aux décisions prises à mi-parcours.

3 Donc, le Juge Fremr avait tout à fait raison. Et c'est probablement la façon dont il a
4 analysé les choses. C'est comme ça que j'ai lu son avis. Il nous dit : si l'on avait
5 accepté que la décision *Ruto Sang* où les charges ont été annulées était un... un
6 jugement complet, il aurait cité un autre article. Il a bien compris qu'il s'agissait
7 d'une décision à mi-parcours. Il a donc dû utiliser 66-2 avec 67, parce que, bien
8 entendu, c'est l'*Habeas corpus*, un droit *Habeas corpus*, puisqu'on parle des droits de
9 l'homme fondamentaux, on y est. Tout système pénal peut demander que les
10 charges soient annulées en vertu de ce droit fondamental d'*Habeas corpus*, que l'on ait
11 une disposition dans ce sens dans le Statut ou pas, parce que c'est un droit naturel.
12 Tout... Tout défendeur peut effectivement demander cela. C'est... C'est le principe de
13 l'*Habeas corpus*. C'est ce que le Juge Fremr a vu clairement au paragraphe 1 ; sinon, il
14 aurait raisonné différemment. Il a vu que, puisqu'il s'agissait du... d'une situation
15 très nouvelle, donc, une requête en insuffisance de moyens à charge et que cela
16 n'existait pas en tant que tel dans le Statut, il fallait en revenir à la nature même de la
17 procédure, donc 67-2, et non pas 74, parce que 74 porte sur l'ensemble des débats,
18 sur l'ensemble du procès.

19 J'espère que j'ai répondu à votre question, Monsieur le Président.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:34:51] Mais lorsque vous
21 parlez du procès complet, d'un jugement complet, alors, on s'applique 74. S'il n'y a
22 pas de procès complet, alors, le 74 ne s'applique pas.

23 Alors, qu'est-ce que... qu'est-ce que c'est qu'un procès complet, est-ce que c'est une
24 simple formalité ou bien est-ce qu'il y a des caractéristiques à un procès... pour qu'un
25 procès soit complet ? Qu'est-ce que vous appelez un procès complet pour... donc un
26 procès article 74 ?

27 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:35:29] Un procès complet, je peux vous donner, si
28 vous le souhaitez, la citation de la personne que j'ai mentionnée.

1 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:35:37] Non, non, point
2 n'est besoin, point n'est besoin.

3 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:35:40] Alors...

4 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:35:44] La personne dont
5 vous parlez, ce n'est pas une source pour nous.

6 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:35:51] Alors, c'est... c'est la même chose pour le
7 professeur Robinson, alors. Bon, je ne suis... je suis juste un simple avocat. Lorsque je
8 parle d'un procès complet, c'est un procès où l'Accusation et la Défense ont... ont eu
9 la parole. Il n'y a pas d'autres... Il n'y a pas d'autres choix. C'est ça, un procès complet
10 pour moi.

11 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:36:11] Oui, mais, en ce
12 sens, vous pouvez avoir un procès complet si, à la fin de la présentation des moyens
13 à charge, la Défense se lève et dit : « Messieurs les juges, Mesdames les juges, je vais
14 commencer à plaider ; voilà ce que je dis : la thèse de l'Accusation est faible.
15 Rejetez-la, je ne fais pas faire... convoquer des témoins à la barre, je ne vais pas
16 présenter d'éléments de preuve. »

17 Donc, quelle est la différence entre le scénario que je viens de vous décrire et le
18 scénario où vous... où vous avez, donc, l'Accusation et la Défense qui s'expriment et
19 qui présentent leurs thèses ? Alors, dans ce cas d'espèce, est-ce que
20 l'article 74 pourrait être appliqué ?

21 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:37:23] Monsieur le Président, je vais répondre très
22 brièvement à votre question fort intéressante.

23 Avec un collègue, une fois, ça m'est arrivé. Nous n'avons pas convoqué de témoin,
24 nous avons dit au juge : « Monsieur le juge, notre thèse, c'est que nous n'avons pas
25 de témoin. Voilà quelle est notre thèse. » Et cette déclaration de la Défense était une
26 défense, parce que, en disant ceci, nous avons tout dit. En d'autres termes, même si
27 l'accusé choisit, lorsque le moment est venu, de présenter des moyens à décharge,
28 lorsque... si l'accusé choisit de dire : « Je ne vais pas convoquer de témoin à la

1 barre », c'est la thèse de la Défense, parce que, dans certains cas, c'est un message
2 très, très fort et très percutant.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:37:54] Oui, mais vous
4 n'avez pas répondu à ma question.

5 Ma question était comme suit : si vous avez ce type de scénario, est-ce que vous êtes
6 en train de nous dire que... Vous venez de mentionner, donc, ce que vous avez fait
7 avec votre confrère. Si cela s'était passé à la CPI, alors, l'article 74 serait l'article qui
8 contrôlerait le jugement, qui orienterait le jugement de la Chambre de première
9 instance ? Mais cela ne se passe pas et que vous avez seulement les témoins de
10 l'Accusation et la présentation des moyens à charge, et vous nous dites que, là, dans
11 ce cas d'espèce, l'article... l'article 74 ne peut pas être appliqué ; si c'est ce que vous
12 pensez, dites-moi quelles sont les différences fondamentales, les différences de fond
13 entre les deux scénarios, et pas de forme.

14 M^e KNOOPS (interprétation) : [14:38:29] C'est très simple, Monsieur le Président.
15 Nous avons déjà répondu en disant que c'est la norme de la preuve. La norme de la
16 preuve est différente. Et c'est ce que M^{me} Carbuccia Herrera a dit dans son opinion
17 dissidente, d'ailleurs, parce que, à mi-parcours, la norme de la preuve est différente.
18 C'est ça, la différence de fond entre les deux scénarios.

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:39:33] Mais est-ce que
20 vous avez vu ou plutôt, non, non, non, je m'interromps. Je m'interromps. Parce qu'il
21 se peut que mes collègues souhaitent poser des questions.

22 M. GALLMETZER (interprétation) : [14:39:49] Puis-je répondre ? Puis-je répondre ?

23 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:39:59] Oui, certes, cette
24 question vous avait été également posée. Donc, Monsieur Gallmetzer.

25 M. GALLMETZER (interprétation) : [14:40:08] Oui, oui, tout à fait, c'est pour cela que
26 je me suis permis de prendre... de demander la parole.

27 Je vois que la discussion a bien évolué. Pendant que vous avez posé d'autres
28 questions à mes estimés confrères et consœurs, donc, j'ai pris des notes et je vais

1 essayer de reprendre tout cela depuis le début, et je commencerai par vous dire que,
2 effectivement, dans la décision *Ruto*, le juge Fremr ne mentionne pas expressément
3 l'article 74, j'ai eu le temps de vérifier tout cela, et il mentionne cela dans une note de
4 bas de page, la note 274, pour ne rien vous cacher, mais... parce que, en fait, bon, il y
5 a une... ce n'est pas vraiment une indication parce qu'il fait référence à une autre
6 citation. Donc, il n'est pas dit que l'article 74 était la base juridique.
7 Et hier, j'ai dit justement que la décision *Ruto* est très différente de l'acquittement du
8 15 janvier parce que les charges ont été annulées sans préjudice. Donc, il ne s'agissait
9 pas d'un acquittement en l'occurrence, ce qui fait qu'il n'est pas... ce n'est pas
10 forcément quelque chose qui nous orientera pour déterminer l'appel en l'espèce,
11 Monsieur le Président.
12 Mais quoi qu'il en soit, j'aimerais dire que lorsqu'un... lorsqu'un... lorsque le
13 jugement a été rendu, la Chambre de première instance, dans l'affaire *Ruto* a
14 quasiment presque respecté tous les critères de l'article 74 paragraphe 5, car les... les
15 juges de la Majorité ont donné leur propre opinion, mais il y avait un accord pour ce
16 qui était des raisons factuelles. Et cela est développé dans l'opinion de M. le juge
17 Fremr et M. le juge Osuji commence en disant qu'il est absolument d'accord avec
18 toutes les constatations factuelles et que point n'est besoin de les réitérer.
19 Alors, M. le juge Tarfusser dit la même chose, ici, mais ce que nous voyons, c'est
20 qu'il existe des différences fondamentales, des différences pour ce qui est de la
21 norme de la preuve, pour ce qui est de la base juridique de la décision, et cela n'a pas
22 existé, n'a pas été le cas dans le... dans la décision *Ruto*. Et puis la décision dans
23 l'affaire *Ruto* a été rendue en une seule et même journée, il n'a pas été fait référence à
24 un raisonnement communiqué ultérieurement. Donc, elle a... elle a véritablement
25 respecté l'article 74 et ses prescriptions. Et d'ailleurs, je vous dirai également que la
26 décision, avec le raisonnement du 16 juillet, cite un certain nombre de dispositions
27 qui ont été prises en considération. « L'article 74 », 76, 77, 79 ; ces dispositions sont
28 bien entendu toutes applicables en première instance. Elles sont applicables pour

1 faire en sorte que la procédure soit... est organisée de façon équitable, et ce
2 conformément au Statut.

3 La décision générale inclut également, dans sa page 3... à la page 3, l'article 74, ce qui
4 n'est pas le cas de la décision *Ruto*, mais cela ne signifie pas pour autant que toutes
5 ces dispositions sont la base pour l'acquittement, en l'espèce. Car il y a eu une
6 disposition pour l'acquittement dans l'article 74 : « un acquittement peut être
7 prononcé seulement en fonction de l'article 74. »

8 Et cela me ramène à la question posée par la juge Ibáñez au sujet du principe de
9 légalité. Point n'est besoin de chercher l'inspiration ou d'inventer quoi que ce soit ou
10 une autre base juridique alors que nous en avons une qui est extrêmement claire et
11 qui est l'article 74. Et l'article 74 n'est pas, tout simplement, une simple formalité. Ce
12 qui est important, c'est que l'article 74 indique, de façon très claire, quelles sont les
13 sauvegardes dans son paragraphe 5, et ces sauvegardes, ces garde-fous ont un
14 objectif, l'objectif étant que la décision soit pleinement informée et que le public
15 puisse avoir confiance dans l'issue du procès. C'est pour cela qu'il est absolument
16 obligatoire que la Chambre respecte ces critères. Et puis, la Cour...

17 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:44:53] Il faut quand
18 même que vous ralentissiez un peu votre rythme.

19 M. GALLMETZER (interprétation) : [14:44:59] Excusez-moi.

20 Je voulais dire également que la Cour, effectivement, est un système juridique
21 hybride, certes, et les juges ont un certain pouvoir discrétionnaire sur la façon de
22 conduire, bon, pour ce qui est de la conduite du procès, de la procédure. Mais ce
23 n'est pas une excuse pour ne pas respecter les prescriptions très claires. L'article 74,
24 c'est justement cela. L'article 74 détermine qu'il s'agit de la disposition juridique qui
25 doit être respectée en cas de déclaration de culpabilité ou d'acquittement. On ne peut
26 pas véritablement chercher l'inspiration pour court-circuiter ou ne pas respecter ces
27 prescriptions.

28 Et puis, pour ce qui est de la question qui a été posée à propos d'un procès complet.

1 Un procès est complet, justement, parce que la Chambre a pris en considération tous
2 les éléments de preuve qui ont été présentés, qui ont été présentés à la Chambre.
3 C'est la Défense, justement, qui a demandé et présenté cette requête pour
4 insuffisance de moyens à charge. Alors, elle ne peut pas nous dire, la Défense,
5 maintenant : « Ah ! Mais parce que nous avons présenté cette requête, le procès n'a
6 pas été complet. » C'était le pouvoir discrétionnaire de la Défense de présenter cette
7 requête, et maintenant la Défense doit vivre avec les conséquences de sa propre
8 requête. C'est parce que la décision qui a suivi la requête pour insuffisance de
9 moyens à charge est une décision d'acquittement qui met un terme à la procédure
10 que cela déclenche toutes les répercussions, y compris *ne bis in idem*. Il n'y a pas
11 d'autre base juridique, si ce n'est l'article 74 du Statut de Rome, et les prescriptions
12 de cet article sont contraignantes, obligatoires pour assurer et garantir la légalité de
13 cette décision.

14 Je vous remercie.

15 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:47:02] Merci beaucoup.

16 (*Discussion entre les juges sur le siège*)

17 Monsieur Gallmetzer, j'aimerais vous poser d'autres questions ou une question
18 brève parce qu'il va falloir que nous mettions un terme à cette audience bientôt.

19 Dans vos écritures ou dans vos observations, vous faites valoir que ce qui a été fait
20 en janvier par la Chambre de première instance n'était pas un prononcé de résumé
21 du jugement, et que ce qui a été fait en juillet, c'étaient en fait des raisons qui ont été
22 données a posteriori.

23 Alors, sur la base de ce que vous avez avancé, est-ce que vous nous dites que la
24 CPI... qu'à la CPI, une Chambre de première instance ne peut jamais rendre un
25 verdict avec communication ultérieure de ses motifs relatifs au verdict ? C'est bien
26 cela que vous nous dites, Monsieur ?

27 M. GALLMETZER (interprétation) : [14:49:42] Monsieur le Président, en fait, je vais
28 scinder ma réponse en deux volets.

1 Premièrement, nous disons que la dernière phrase de l'article 74 — et je vais vous en
2 donner lecture pour bien m'assurer de ne pas commettre d'erreurs est comme suit...
3 excusez-moi, il faut que je la trouve. Voilà. Voilà ce qui est écrit : « Il est donné
4 lecture de la décision et de son résumé en audience publique. » Donc, la référence au
5 résumé, dans cette disposition, fait référence à la façon dont la publicité de la
6 décision est assurée par la Chambre. Et cela, en principe, ne doit pas être considéré
7 comme une base juridique pour poursuivre, comme l'a fait la Chambre. À savoir,
8 elle a rendu un verdict sans donner aucun motif et, ensuite, six mois plus tard ou
9 cinq mois plus tard, elle a fourni ces motifs.

10 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:50:53] Mais je
11 comprends, je comprends que cela est votre point de vue, mais c'est justement la
12 raison pour laquelle je vous ai posé la question.

13 Vous nous dites que le libellé de l'article 74 paragraphe 5, la dernière phrase, vous
14 nous dites... qu'est-ce que vous nous dites, en fait ? Quelle est votre interprétation de
15 cela ? Supposons que vous avez raison et que, en janvier — et je suppose à
16 nouveau — que la Chambre de première instance n'avait pas, justement, mis au
17 point ces motifs.

18 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [14:51:41] L'interprète signale que le son est
19 extrêmement mauvais lorsque le Président parle.

20 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:51:48] Alors, supposons
21 que vous avez raison. Est-ce que cela ne signifie pas que votre interprétation du
22 paragraphe 5 de l'article 74 empêche à une Chambre de première instance de
23 terminer un procès et de dire : voilà quel est notre verdict, nous vous
24 communiquerons les motifs de notre verdict par la suite.

25 Est-ce que cela est bien votre point de vue ?

26 L'INTERPRÈTE ANGLAIS-FRANÇAIS : [14:52:19] M. Gallmetzer dont le son est
27 excellent.

28 M. GALLMETZER (interprétation) : [14:52:22] Voilà ce que j'aimerais vous dire :

1 alors, c'est ce que nous avons dit, au départ, c'était notre point de vue principal. Et
2 c'est justement le... ce qu'a dit M^{me} la juge Ibáñez au sujet du principe de légalité. Le
3 Statut est absolument clair à ce sujet. Donc, est-ce que la décision... la décision... la
4 décision doit être rendue dans son intégralité et on ne peut pas amender, modifier,
5 par la suite, la décision, compléter la décision à une date ultérieure.
6 Toutefois, à ce sujet, nous avons indiqué que nous pouvions envisager des situations
7 où la Chambre aurait le pouvoir discrétionnaire de rendre son verdict et de
8 communiquer ses motifs à une étape ultérieure. Mais cela doit être fait dans des
9 conditions très, très strictes pour assurer que tous les critères de l'article 74 — et
10 notamment du paragraphe 5 — sont respectés. À savoir qu'il s'agit d'une seule et
11 même décision, pleinement informée, la décision est accessible au public. Et nous
12 l'avons écrit dans nos écritures, nous l'avons écrit dans nos réponses à la question 8
13 posée par la Chambre et nous avons ainsi indiqué ce qui, d'après nous, devraient
14 être les prescriptions, en application de l'article 74, lorsqu'il y a, donc... il faut qu'il y
15 ait une... un résumé. Un verdict prononcé seul n'est pas suffisant. Mais si vous avez
16 un résumé, un résumé qui indique les grandes lignes des constatations factuelles et
17 les conclusions juridiques de la Chambre — et là, il est clair que la Chambre a pris
18 tout cela en considération — et après, il s'agit tout simplement d'un processus
19 rédactionnel. On ne va pas revenir sur la décision, c'est le principe d'une seule et
20 même décision informée, avec publicité de la décision. Toutes ces... Si toutes ces
21 dispositions sont respectées, là, il n'y a pas de problème. Mais dans ce cas, je serai
22 très clair, la décision du 15 janvier a été prononcée par la Chambre, mais cette
23 décision ne respecte absolument pas ces prescriptions et ces dispositions.

24 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:54:55] J'essaie de vous
25 comprendre.

26 Lorsque j'ai lu votre... lorsque j'ai lu tout cela, vous avez dit qu'il y avait certaines
27 règles qui devaient être respectées et vous donnez des exemples. Et dans quelle
28 mesure est-ce que votre... ce que vous nous dites... est-ce que vous êtes en train de

1 nous dire que tout doit être respecté ?

2 Je vais vous donner un exemple à titre d'illustration. Il était clair que lorsque la
3 Chambre rendait son verdict, elle n'avait pas encore rédigé son raisonnement, mais
4 qu'elle allait le faire immédiatement ou semaine plus tard. Ça, c'est une hypothèse.
5 Est-ce qu'on est encore dans la même hypothèse ou non ?

6 M. GALLMETZER (interprétation) : [14:56:11] Notre position initiale est bien
7 entendu... est bien entendu que la décision doit être rendue comme une décision
8 unique et d'un seul trait. Bon, c'est une question hypothétique, mais enfin. Je
9 voudrais dire dès le... dès l'abord.... c'est que la décision en appel va bien au-delà de
10 toute hypothèse que nous pourrions discuter ici. Si la... si l'on avait simplement deux
11 témoins, bon, si la Chambre avait basé toutes ses constatations sur cela et tiré toutes
12 ses conclusions sur un... une affaire beaucoup plus réduite, alors, ça aurait pu être
13 possible, et la Chambre aurait pu résumer. Mais là aussi, là aussi, la Chambre aurait
14 pu résumer son... son affaire. Plus... plus de 100 témoins, malgré tout,
15 4 000 documents ou plus. Humainement, il n'est pas du tout possible de faire ce petit
16 résumé sans, si je puis dire, sans le coucher sur le papier. Des juges chevronnés et de
17 haut niveau l'ont indiqué, il n'est pas inhabituel, pour un juge, au cours du
18 processus de rédaction, de modifier un raisonnement initialement entamé. Donc, il
19 peut y avoir une impression initiale que l'on a pu avoir pendant le procès en
20 écoutant les témoins, et ces premières impressions ont toutes leur valeur, mais un
21 jugement ne peut pas se fonder sur une première impression ; un jugement doit se
22 fonder sur une analyse systémique de tous les éléments de preuve dans leur
23 contexte. Et puis ensuite, il faut rédiger la décision de telle sorte qu'on puisse
24 justifier, justement, la décision prise et la conclusion arrive au terme, évidemment,
25 de tout cela. On ne peut pas... on ne peut pas prendre une décision et puis ensuite
26 rédiger les constatations. Cette Cour ne peut pas faire cela. Les affaires devant cette
27 Cour ne sont pas de petites affaires ou des affaires très simples qui permettent de
28 faire ce que vous avez évoqué dans votre première hypothèse. Et puis en plus, on

1 fait jurisprudence, donc, il faudrait éviter qu'une telle situation ne se reproduise à
2 l'avenir.

3 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [14:59:00] Je crois que... bon,
4 nous allons revenir à la charge demain. Mais je crois que la juge Ibáñez voulait poser
5 une question pour que vous y réfléchissiez pendant la nuit. Elle va vous donner des
6 devoirs à faire pour demain. Mais enfin, même demain, il faudra malgré tout que les
7 réponses... que les réponses soient brèves.

8 M^{me} LA JUGE IBÁÑEZ CARRANZA (interprétation) : [14:59:28] Alors, des devoirs
9 pour les parties. Il s'agit de la norme de la preuve, la question de la norme de la
10 preuve. S'agissant des arguments qui ont été développés en ce qui concerne un
11 manque d'accord entre le juge Henderson et le juge Tarfusser, comment peut-on être
12 sûr que le juge qui applique la... le plus haut... la plus haute norme ne mélange pas
13 les différents types de normes, justement ? Enfin, est-ce que les éléments de preuve
14 laissent la place, encore, à un doute raisonnable ?

15 En d'autres termes, le juge Tarfusser... nous voulons être sûrs que le juge Tarfusser...
16 n'est pas... ne soit pas arrivé à sa décision sans avoir évalué les éléments de preuve
17 pour être sûr qu'il n'y aurait plus de doute raisonnable.

18 Donc, je voudrais que vous réfléchissiez à cela d'ici demain.

19 M. LE JUGE PRÉSIDENT EBOE-OSUJI (interprétation) : [15:00:39] Et puis, il y aura
20 davantage de questions sur la norme de la preuve demain. Mais nous allons, pour le
21 moment, quitter la salle d'audience et nous nous retrouverons demain.

22 Je lève la séance.

23 M^{me} LA GREFFIÈRE : [15:00:59] Veuillez vous lever.

24 *(L'audience est levée à 15 h 00)*

25 RAPPORT DE CORRECTION

26 La correction suivante, indiquée par un astérisque dans la transcription et non
27 incluse dans l'enregistrement audio-visuel de l'audience est insérée dans la
28 transcription.

- 1 Page 24 ligne 24
- 2 “paragraphe 2-2-ii” Est corrigé par “paragraphe 221”